

QUÉBEC VEUT UNE PRISON POUR DÉLINQUANTS SEXUELS

JACQUES DUPUIS REJETTE L'IDÉE D'UNE CONSULTATION PUBLIQUE LANCÉE PAR MARIO DUMONT PAGES A2 ET A3

cyberpresse.ca

LA PRESSE

LA « PRINCESSE DU PEUPLE » EST MORTE IL Y A 10 ANS

DIANA, LE MYTHE S'EFFRITE

> LA PRESSE BRITANNIQUE FAIT SON MEA-CULPA PAGES A18 ET A19



PHOTO JACQUELINE ARZT, AP

ALAIN CHABAT
LA CLASSE AMÉRICAINE
ARTS ET SPECTACLES
PAGE 1



TÉLÉVISION
TQS ABANDONNE LA GUERRE DU DIMANCHE SOIR
ARTS ET SPECTACLES
PAGE 1

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Maintenant qu'on est relevés, est-ce qu'on peut faire tomber le gouvernement - Un péquiste pressé
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte



CHUM: L'UN DES TROIS SERVICES D'URGENCES POURRAIT FERMER

PASCALE BRETON

La pénurie d'effectifs est si criante au Centre hospitalier de l'Université de Montréal que les médecins songent à demander la fermeture de l'un des trois services d'urgences si rien ne change. Autrement, ils ne seront plus en mesure d'assurer une qualité adéquate des soins.

Les urgences des hôpitaux

Notre-Dame, Saint-Luc et Hôtel-Dieu du CHUM sont régulièrement engorgées. Comme partout ailleurs, il manque d'infirmières et de médecins. Mais la situation est pire que jamais.

Les urgences sont « techniquement en rupture de service », confie un médecin sous le couvert de l'anonymat. C'est notamment le cas à Saint-Luc. Il manque de méde-

cins au point où tous les quarts de travail ne sont pas comblés. Des patients attendent trop longtemps ou partent sans être vus.

Les médecins n'en peuvent plus. « L'élastique a été étiré au maximum », poursuit l'un d'eux.

Lundi soir, les médecins du département des urgences se sont réunis en assemblée extraordinaire pour discuter du problème, a

appris *La Presse*.

Ils demandent à la direction du CHUM d'apporter des changements rapidement et de leur offrir une aide majeure pour résoudre la pénurie. Sans quoi, ils vont demander de se regrouper en deux lieux plutôt que trois à compter du 1^{er} décembre prochain.

> Voir CHUM en page A12

DOUZE OTAGES SUD-CORÉENS LIBÉRÉS



PHOTO AFP

Les talibans ont relâché hier 12 missionnaires sud-coréens qu'ils avaient kidnappés il y a un mois et demi sur la route entre Kaboul et Kandahar. Sept autres otages devraient être libérés dans les jours qui viennent. Les proches des otages sont soulagés, mais ce dénouement risque de tourner à l'avantage des militants islamistes. Une analyse d'Agnès Gruda en page A17.

Le maire Tremblay prend le contrôle du centre-ville

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le maire Gérald Tremblay a rétrogradé Benoit Labonté au sein du comité exécutif de la Ville de Montréal en s'attribuant désormais la responsabilité du centre-ville, dans ce qui prend des airs de règlement de comptes politique.

Le maire soutient que la fissuration du sous-sol du boulevard De Maisonneuve et le concert de critiques en provenance des dirigeants de grands événements cet été l'ont convaincu de reprendre le contrôle des questions touchant le centre-ville.

> Voir TREMBLAY en page A11

AVIATION
LE CIEL SE DÉGAGE POUR BOMBARDIER
LA PRESSE AFFAIRES PAGE 1

NEUROCHEM
UN ÉCHEC AUX RÉPERCUSSIONS INQUIÉTANTES
LA PRESSE AFFAIRES PAGES 2 ET 3



Propulsé par le réseau le plus rapide en Amérique du Nord et productif autour du monde.

Le nouveau téléphone intelligent BlackBerry® 8830 World Edition vous offre le meilleur des deux mondes. Gardez le contact où que vous soyez par téléphone, par courriel ou au moyen de Windows Live™ Messenger. Voilà un autre exemple démontrant comment Bell vous permet d'en faire plus, à plus d'endroits.



Visitez un magasin Bell
1 888 454-2676
bell.ca/encoreplusvite



A 2
CHAREST RÉPLIQUE À DUMONT

UNE PRISON POUR LES

22 136

le nombre d'agressions sexuelles
commises en 2006 au Canada

68

le nombre d'agressions sexuelles commises
par tranche de 100 000 Canadiens en 2006

94

le nombre d'agressions sexuelles commises
par tranche de 100 000 Canadiens en 1996

5055

agressions sexuelles au Québec
en 2006, une augmentation de 5,3%
par rapport à 2005

1694

le nombre d'agressions sexuelles commises
à Montréal en 2006, une baisse de 3,2%
par rapport à 2005

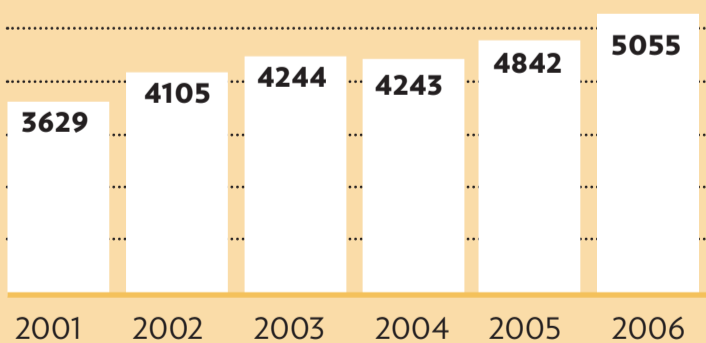
17%

LE TAUX DE RÉCIDIVE CHEZ LES
AGRESSEURS SEXUELS NON TRAITÉS

10%

LE TAUX DE RÉCIDIVE CHEZ
LES AGRESSEURS SEXUELS TRAITÉS

51%

LE TAUX DE RÉCIDIVE CHEZ TOUS
LES AUTRES TYPES DE PRISONNIERS
NON SUIVISLes agressions sexuelles
au Québec depuis cinq ansSources : Statistique Canada, Service de police de la Ville de Montréal,
Services correctionnels du Canada, Ministère de la Sécurité publique

Québec songe à ouvrir une prison réservée exclusivement aux délinquants sexuels. Et le ministre de la Justice demande aux procureurs de réclamer des peines plus sévères à leur endroit. Mario Dumont est plutôt en faveur d'une consultation publique sur la délinquance sexuelle, alors que des députés adéquistes n'excluent pas la castration chimique. Les agressions sexuelles sont en hausse au Québec, ces mesures pourraient-elles améliorer la situation? Pas si sûr, disent les experts.

MALORIE BEAUCHEMIN
ET ARIANE LACOURSIÈRE

Un centre de détention exclusivement réservé aux délinquants sexuels pourrait bientôt voir le jour au Québec.

C'est du moins ce qu'a laissé entendre le ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, hier, rejetant d'un revers

de la main la proposition de l'ADQ de faire une consultation publique sur le sujet.

«Un délinquant sexuel, il faut travailler avec pour qu'il n'y ait pas de récidive», a souligné le ministre. C'est pourquoi, dit-il, Québec planche depuis plusieurs semaines sur un projet de centre de détention, comprenant des ressources médicales et dont «la mission essentielle serait de

détenir, traiter, toutes les personnes qui ont des délinquances sexuelles, y compris, bien sûr, les pédophiles». Cette prison pour déviants sexuels pourrait être annoncée dès cet automne.

Selon le chef de l'ADQ, Mario Dumont, un centre pour délinquants «n'est qu'une mesure parmi d'autres» pour contrer la délinquance sexuelle. Il estime qu'un processus de consulta-



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE ©

Les agressions sexuelles envers les enfants sont en baisse au Québec, selon les experts.

La sortie de Mario Dumont
mal reçue par les experts

MARTIN CROTEAU

Une intervenante auprès des victimes d'agressions sexuelles s'étonne du nouvel intérêt de Mario Dumont pour cette cause. Danielle Tessier avait demandé à s'entretenir avec le chef de l'ADQ lors de la dernière campagne électorale. Une demande qui est restée sans réponse.

«Il n'avait jamais pris position sur la question des agressions sexuelles. C'est la première fois qu'on l'entend.

promouvoir la castration chimique des délinquants.

Danielle Tessier ainsi que plusieurs autres experts contactés hier doutent de la pertinence de ces suggestions. «Ouvrir un registre des agresseurs, ça ouvre la porte à d'autres registres, indique l'intervenante. Est-ce qu'on va aussi avoir un registre des prostituées? Des gens atteints du sida? On pourrait aller loin!»

Les statistiques du ministère de la Sécurité publique montrent que 82% des victimes d'agres-

Gijsegem, professeur à l'école de psychoéducation à l'Université de Montréal. Souvent, une personne va dire: «oui, je la prends», pour regagner sa liberté et il devient difficile pour nous de suivre sa progression.»

De son côté, le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, a annoncé l'ouverture prochaine d'un centre de détention qui recevra exclusivement des délinquants sexuels. Une bonne nouvelle, dit Danielle Tessier, à condition que les détenus soient mieux suivis par des spécialistes.

Moins d'agressions?

Une étude menée par les Services correctionnels du Canada a montré que 17% des délinquants sexuels ont récidivé lorsqu'ils n'ont reçu aucun traitement lors de leur incarcération. Lorsqu'ils sont suivis, le taux de récidive tombe à 10%.

Même si les statistiques montrent une augmentation du nombre d'agressions sexuelles au Québec, le D^r Van Gijsegem estime que la situation va en s'améliorant. «Il y a moins d'agressions sexuelles et moins d'abus sexuels sur des enfants qu'il y a 20 ans, qu'il y a 30 ans, qu'il y a 100 ans. Des études empiriques le prouvent.»

Selon lui, c'est l'opportunisme politique et non le réel souci des victimes d'agressions sexuelles qui est à l'origine du débat.

«Il n'avait jamais pris position sur la question des agressions sexuelles. C'est la première fois qu'on l'entend. Je me demande où il a été informé sur cette question.»

Je me demande où il a été informé sur cette question», a indiqué M^{me} Tessier, qui dirige le Regroupement des Centres d'aide et de lutte contre l'agression sexuelle (CALACS).

L'ADQ propose une vaste consultation publique sur la question des agressions sexuelles. Le parti souhaite rendre accessible au public le registre national des délinquants sexuels, créé en 2004 par le gouvernement fédéral. Actuellement, seuls les corps policiers ont accès à ces données. La porte-parole du parti dans ce dossier, Sylvie Roy, envisage de

sions sexuelles connaissent leur agresseur. «Le registre va servir à quoi? À savoir qu'un enfant a été victime que son père?» demande Josée Rioux, directrice générale du Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle.

Castration chimique

Quant à la castration chimique, les experts ne sont guère plus enthousiastes. Car la méthode, disent-ils, est loin d'être infaillible. «Il est extrêmement difficile de vérifier si la personne prend sa médication, explique Hubert Van

SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 16	Horaire télévision	ARTS 4
Astrologie du jour	AFFAIRES 17	Loteries	A 19
Bourses	AFFAIRES 8, 9 et 10	Monde	A 17, 18 et 19
Décès	AFFAIRES 14 et 15	Petites annonces	AFFAIRES 12 et 14
Forum	A 20 et 21	Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Nuageux avec averses, percées de soleil en après-midi, maximum 22, minimum 12. AFFAIRES 18

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

DÉLINQUANTS SEXUELS

tion publique sur le sujet serait beaucoup plus pertinent.

Au terme de leur première journée de caucus hier, les députés adéquistes ont décidé d'entreprendre une telle démarche. Citant le cas du pédophile multirécidiviste Clermont Bégin, la députée de Lotbinière, Sylvie Roy, a déclaré que trop d'incidents liés à des prédateurs sexuels ont fait les manchettes dernièrement au Québec. «Il faut avoir une politique globale pour régler ce problème plutôt que de seulement réagir au cas par cas comme l'a fait le gouvernement jusqu'à maintenant», dit-elle.

En rencontrant la population et différents intervenants spécialisés, l'ADQ veut se renseigner

sur les méthodes de contrôle des délinquants sexuels. La publication d'un registre national des prédateurs sexuels, le durcissement des libérations conditionnelles et même la castration chimique seront entre autres étudiés.

« La mission essentielle serait de détenir, traiter, toutes les personnes qui ont des délinquances sexuelles, y compris, bien sûr, les pédophiles. »

Pour le ministre Dupuis, un tel processus de consultation est totalement inutile. «Pas besoin de consultation publique pour savoir ce que les gens pensent de la déviance sexuelle, de la délinquance sexuelle, de la pédophilie,

a-t-il expliqué. Moi, j'ai pratiqué plusieurs années devant les tribunaux criminels, je sais ce que les gens pensent de ce genre de comportements: ils les réproouvent grandement.»

Le ministre a par ailleurs accusé le chef de l'ADQ d'op-

pour se faire du capital politique comme il le fait dans plusieurs dossiers.»

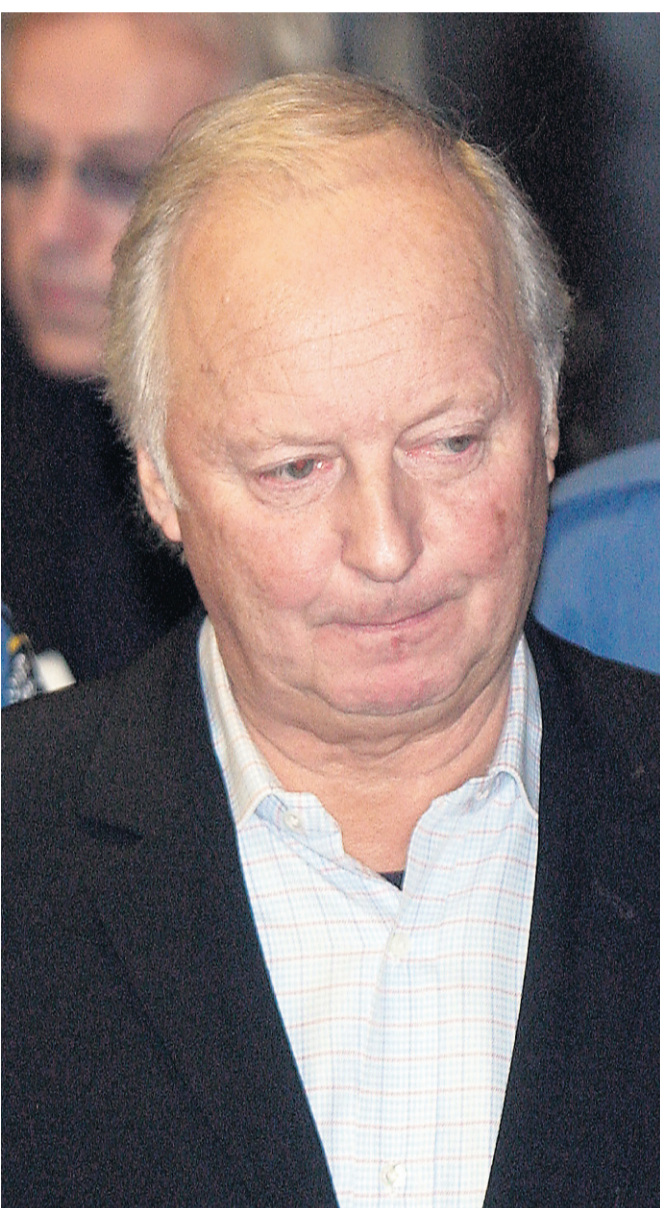
Mario Dumont a repoussé d'un revers de main cette accusation. «Le fait qu'un sujet soit sensible ne veut pas dire qu'il ne faut pas en parler», croit-il. Le chef de

s'être tourné les pouces dans le dossier. «J'ai demandé qu'on vérifie la Loi sur la protection du malade mental pour voir s'il n'y avait pas moyen d'apporter des amendements à cette loi pour nous permettre d'agir de façon meilleure dans le cas des délinquants sexuels dangereux, a-t-il souligné. On a donné des ressources additionnelles à la Sûreté du Québec, pour qu'elle puisse patrouiller le web parce que beaucoup de pédophiles sont réputés circuler sur le web.» M. Dupuis a ajouté que lorsque le processus de consultation de l'ADQ sera complété, il sera de toute façon trop tard. «On va déjà avoir agi», assure-t-il.

portunisme politique». «Je n'accepte pas, au nom de la population, des victimes et des parents qui sont actuellement dans le pire drame qu'on peut vivre comme parents, que M. Dumont utilise ces peines-là

l'ADQ a déclaré que la problématique des délinquants sexuels au Québec «est une situation de laxisme qui dure» depuis des années au Québec, sans que rien ne soit fait.

M. Dupuis s'est défendu de



Guy Cloutier, Benoit Guay et Dave Hilton (de gauche à droite) font partie des délinquants sexuels les plus connus au Québec.

PHOTOS ARCHIVES LA PRESSE © ET ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE ©



VINCENT MARISSAL

Le roi du clip frappe encore

Comme on devait s'y attendre en cette rentrée politique, Mario Dumont s'est trouvé une nouvelle polémique pour marquer des points et embêter le gouvernement: les délinquants sexuels.

Un nouveau bobo à gratter et vous pouvez compter sur Mario Dumont, l'ADQ le grattera jusqu'au sang, question de transformer un problème sérieux et complexe en une grave crise de laxisme gouvernemental.

Mario Dumont, avec cette légèreté dans le clip qui le caractérise, a décrété hier que le Québec ne prend pas le problème des délinquants sexuels au sérieux, que le gouvernement se vautre dans le laxisme. Tout ça devant un magnifique décor englobant le mont Orford, comme pour bien insister sur l'inacceptable incurie des libéraux de Jean Charest.

Sur quoi se base le chef adéquiste pour lancer de telles accusations? A-t-il des statistiques, des données mesurables autres que les coupures de journaux qui font état des terribles drames qui affligent des familles, dont celle de la petite Cédrika? A-t-il des solutions à proposer?

«Plusieurs événements sont survenus et il ne faut pas agir au cas par cas», a simplement dit hier la députée de Lotbinière, Sylvie Roy, la porteuse du dossier à l'ADQ.

«Il n'y a pas de politique globale pour contrer cette délin-

quance au Québec. Il y a un délinquant sexuel sur 3300 habitants et j'ai trouvé que c'était beaucoup», a ajouté M^{me} Roy.

C'est tout? Avouez que c'est un peu court pour laisser entendre que les familles du Québec sont menacées par l'inaction du gouvernement. Il ne s'agit pas ici de nier l'existence du problème préoccupant des délinquants sexuels, mais de là à accuser le gouvernement de je-m'en-foutisme et de négligence, il y a un pas que Mario Dumont,

Il ne s'agit pas ici de nier l'existence du problème préoccupant des délinquants sexuels, mais de là à accuser le gouvernement de je-m'en-foutisme et de négligence, il y a un pas que Mario Dumont, encore une fois, franchit avec une remarquable légèreté.

encore une fois, franchit avec une remarquable légèreté.

Remarquez, ce n'est pas une nouveauté, la formule a fait recette pour M. Dumont. Au cours des six derniers mois, il a dénoncé la «culture du camouflage et du secret» institutionnalisée au gouvernement du Québec, il a promis un frein à l'immigration, il a affirmé que notre culture est en péril, que notre système de santé est pourri, que nos infrastructures routières tombent en ruine, que les commissions scolaires ne servent à rien et, maintenant, que l'on ne s'occupe pas des délinquants sexuels. Mais

qu'est-ce qu'il est moche, le Québec de Mario Dumont! Qu'elle est désespérante, la société qu'il nous dépeint jour après jour!

Cela dit, il faut reconnaître que Mario Dumont a du talent pour flairer les sujets électoralement rentables et qu'il a un chic fou pour embêter ses adversaires. Il faut dire aussi qu'il ne se trouve personne parmi ses adversaires pour lui donner la réplique et encore moins pour le mettre sur la défensive.

Les libéraux sont continuellement en réaction et les péquistes font semblant que Mario Dumont n'existe pas.

Un exemple parmi d'autres: quand Mario Dumont a dit qu'il veut accroître le taux de natalité au Québec pour diminuer le nombre d'immigrants reçus, personne, chez les libéraux ou les péquistes, n'a tiqué. Pourtant, cette déclaration ressemble aux fameuses «femmes de race blanche qui ne font pas assez d'enfants» de Lucien Bouchard qui, lui, s'était fait clouer au pilori pour avoir tenu de tels propos en 1995.

Si les libéraux se demandent encore qu'est-ce qui cloche dans leur approche, au moment où un nouveau sondage démontre qu'ils sont au plus bas, ils n'ont qu'à regarder le film du match de la journée d'hier.

Encore une fois, Mario Dumont, en utilisant savamment les médias et les sujets chauds, a réussi à détourner le Conseil des ministres de Jean Charest, qui était réuni depuis deux jours à Québec.

Le ministre Jacques Dupuis

est bien sorti pour crier son indignation devant les accusations de laxisme du chef de l'ADQ et pour promettre une nouvelle prison pour les délinquants sexuels, mais cela n'a fait que prouver, encore une fois, que le gouvernement Charest ne fait que réagir.

Pourtant, ce gouvernement, même minoritaire, a tous les leviers du pouvoir en main. En plus d'une expérience de plus de quatre ans au pouvoir et d'un Conseil des ministres aguerris. Il pourrait donc fort bien gouverner. Et non pas constamment être à la remorque de Mario Dumont.

Plus facile à dire qu'à faire? Non, il suffit de suivre la recette de Stephen Harper (du moins celle qu'il a suivie la première année de son gouvernement; après, ça s'est gâté).

Quiconque a suivi de près la descente aux enfers de Paul Martin, à Ottawa, aura l'impression de revoir le même film à Québec. Jean Charest se retrouve en effet dans la même spirale que Paul Martin: il est incapable d'imposer son rythme, ses décisions, son itinéraire. Et comme Paul Martin, il semble avoir perdu ses instincts et paraît mal entouré.

On a décelé ces derniers temps un certain regain de vie au gouvernement, en particulier la semaine dernière, quand le gouvernement a prestement décidé d'en appeler de cet étrange jugement sur la loi 104 (accès à l'école anglaise). Bon réflexe, mais il s'agit d'une exception, non de la règle.

Même chose quand Jean Charest a demandé à ses concitoyens, lundi, de ne pas s'emporter sur la question des accommodements raisonnables. Bon message.

Domage qu'il soit venu si tard, après, justement, que le débat eut joyeusement dérapé.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur:
vincent.marissal@lapresse.ca

ACTUALITÉS

Un producteur expulse un prêtre

Le père Bolduc était venu visiter des travailleuses migrantes

ANDRÉ NOËL

Les propriétaires de la ferme FraiseBec ont appelé la police, mardi soir, pour expulser un prêtre qui était venu visiter les 138 travailleuses guatémaltèques et mexicaines de cette entreprise du nord de Montréal, considérée comme le plus important producteur de fraises au Canada.

Vers 20h, après leur retour des champs, le père Clément Bolduc, des Missions étrangères, s'est rendu avec sa voiture jusqu'à leurs logements, installés dans une série de bâtiments dissimulés derrière un ruisseau et une rangée d'arbres, à environ 500 mètres de la route, à Sainte-Anne-des-Plaines.

Des travailleuses sont venues à sa rencontre et se sont mises à parler avec lui et les deux personnes qui l'accompagnaient, dont un journaliste de *La Presse*. Nous leur avons demandé si elles pouvaient quitter la ferme à leur guise: elles ont répondu que cela leur était strictement interdit, à moins d'avoir une autorisation de leurs patrons. Qu'arriverait-il si elles ignoraient cette consigne? «Oh là là, c'est impossible, a répondu l'une d'elles. On serait congédiées et renvoyées dans notre pays.»

Les femmes ont invité le père Bolduc à les suivre dans un des bâtiments, qui abrite les cuisines. Une quarantaine de travailleuses, manifestement curieuses et peu habituées à recevoir de la visite, ont afflué vers la salle commune. Le prêtre, qui parle couramment l'espagnol, s'est présenté à elles et a expliqué qu'il visitait les travailleurs agricoles latino-américains depuis une dizaine d'années dans la région de Montréal.

Deux ou trois minutes plus tard, une des propriétaires, Isabelle Charbonneau, a surgi dans la pièce. Furieuse, elle a



PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE ©

«Les travailleurs migrants souffrent d'isolement dans bien des fermes, mais cela semble particulièrement évident chez FraiseBec», dit le père Clément Bolduc, qui visite les travailleurs agricoles migrants de la région de Montréal.

exigé le départ immédiat du missionnaire, du journaliste et du troisième visiteur, Roberto Nieto, ami du père Bolduc qui est déjà allé au Guatemala pour rencontrer des employées de FraiseBec.

«Vous êtes sur une propriété privée! a crié M^{me} Charbonneau. Vous devez avoir notre autorisation pour venir ici. Partez immédiatement!» Le père Bolduc a répondu que les travailleuses étaient chez elles et que c'était à elles de décider si elles voulaient que les visiteurs s'en aillent. Or, rien ne montrait que c'était le cas.

M^{me} Charbonneau est partie et a laissé un contremaître sur place. M. Bolduc et Nieto ont interrogé les femmes sur leurs conditions de travail, s'enquérant entre autres de leur santé. D'abord nerveuses, elles se sont détendues petit à petit, puis elles se sont mises à chanter en chœur avec le prêtre: «Alabaré, alabaré, alabaré a mi Señor!» (Je louerai le Seigneur!)

Pendant qu'elles chantaient, deux policiers de Terrebonne, suivis de M^{me} Charbonneau, sont apparus dans la porte et ont demandé aux visiteurs de quitter les lieux. Au cours d'un entretien,

hier, M^{me} Charbonneau a répété que les visiteurs devaient avoir l'autorisation des propriétaires pour aller rencontrer les travailleuses, et cela afin d'assurer leur sécurité. De son côté, le père Bolduc a rappelé qu'il avait tenté de voir ces femmes, en 2002, mais qu'il avait été chassé, même après avoir obtenu une autorisation auprès d'un membre de la famille des propriétaires.

«Je m'étais présenté avec deux religieuses, a-t-il raconté. M^{me} Charbonneau était arrivée au bout d'une quinzaine de minutes et nous avait expulsés. Deux mois plus tard, je suis retourné chez

FraiseBec avec un séminariste: nous avons tenté d'avoir une autorisation de visite, mais on nous l'a refusée. De toute façon, depuis quand faut-il l'autorisation du propriétaire pour visiter des locataires?»

En vertu du Code civil, toute personne qui occupe un logement ne lui appartenant pas est considérée comme un locataire: qu'il soit signé ou non, «le bail est présumé lorsqu'une personne occupe les lieux avec la tolérance du propriétaire». Le Code stipule que le propriétaire doit «procéder la jouissance paisible» du logement à son locataire, ce qui, selon la Charte des droits, comprend le respect de sa vie privée.

Les avocats consultés par *La Presse*, y compris à la Régie du logement, ont souligné qu'un propriétaire n'a rien à dire sur les visites faites à ses locataires, peu importe qu'il soit leur employeur. Les travailleuses guatémaltèques, qui sont majoritaires, payent un loyer chez FraiseBec. Les Mexicaines n'en paient pas, mais cela ne change rien à leur statut de locataire.

«Presque tous les travailleurs migrants souffrent d'isolement dans les fermes du Québec, mais cela semble particulièrement évident chez FraiseBec, a dit le père Bolduc, hier. La situation de ces femmes m'apparaît totalement anormale.»

M^{me} Charbonneau a nié que les travailleuses ne pouvaient quitter la ferme sans l'autorisation des propriétaires. Mais elle a reconnu que ceux-ci contrôlaient toutes les visites. «Ce sont des femmes, nous sommes responsables de leur sécurité et nous devons les protéger», a-t-elle dit. Hier, elle a assuré au père Bolduc qu'ils lui donneraient l'autorisation d'aller visiter les travailleuses, s'il la demandait. «Soyons optimistes, a dit le prêtre: c'est une ouverture.»

les mille et un lits
Toutes nos chambres à coucher, toutes marques confondues et tous les accessoires qui s'y rattachent, font partie de cet événement exceptionnel. L'occasion unique de transformer votre jardin de sommeil en un lieu de rêve...

PROMO-SOLDE JUSQU'AU 23 SEPTEMBRE 2007

MAISON CORBEIL

LIT GRAND 2 PLACES DALLA. À PARTIR DE **1795\$**

MONTRÉAL
1215, boul. Crémazie Ouest
514-382-1443

LAVAL
1946, boul. Le Corbusier
450-682-3022

www.maisoncorbeil.com

L'anniversaire de Cédrika célébré sobrement



PHOTO IAN BARRETT, LA PRESSE CANADIENNE

L'ambiance était lourde, très lourde hier soir, au parc portuaire de Trois-Rivières, alors que près de 400 personnes se sont rassemblées pour souligner le 10^e anniversaire de la petite Cédrika Provencher. Des jeux, des ballons, un carrousel et des dizaines d'enfants composaient cette «fête» où il ne manquait qu'une personne... la fêtée. «C'est quelque chose», a laissé tomber Martin Provencher, père de Cédrika. Sylvie Girard, mère d'Alexandre Livernoche, violé et assassiné par Mario Bastien en 2000, était de la «fête». La famille de Cédrika s'est réunie au centre de la foule, où se trouvait une cage qui contenait 10 colombes offertes par le Mouvement scout en Mauricie. Après avoir observé une minute de silence, les membres de la famille ont relâché les colombes, sous les applaudissements de la foule. «Partez, et ramenez-nous Cédrika», a crié une dame lorsque les oiseaux se sont envolés. — Le Nouvelliste

ACCIDENT À MIRABEL

Deux fillettes toujours dans un état critique

MARTIN CROTEAU

C'était un triste 13^e anniversaire, hier, pour la jeune Pamela Lapointe. L'adolescente a passé la journée au chevet de sa petite sœur, Laurence. Toutes deux ont été happées par une fourgonnette, mardi à Mirabel.

Blessée au pied, Pamela Lapointe a obtenu son congé de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme. Deux autres fillettes se trouvent toujours dans un état critique à l'hôpital Sainte-Justine. «Il semble que Laurence prend un peu de mieux, a indiqué la grand-tante des fillettes, Monique Lapointe. Mais on n'a pas de nouvelles de son amie.»

La veille, la petite Marilyn Lapointe a succombé à ses blessures. Elle avait 5 ans. Les deux autres enfants ont subi des fractures multiples.

On en sait maintenant davantage sur les circonstances de l'accident. Une semaine avant la rentrée scolaire, les victimes étaient réunies dans la maison familiale, rue Victor, pour célébrer l'anniversaire de Pamela. Quatre fillettes, dont trois des sœurs Lapointe, ont été heurtées en voulant gagner le poulailler, de l'autre côté de la rue.

Le chauffeur, Lucien Jasmin, ne sera pas inculpé: il roulait sous la limite de vitesse, qui est de 80 km/h dans ce secteur.

La famille Lapointe compte six enfants, quatre filles et deux garçons. «La famille s'est rendue à Sainte-Justine pour passer la journée avec Laurence, a raconté Monique Lapointe. Le grand-père est venu ce matin, et il avait l'air très triste.»

Les funérailles de la petite Marilyn auront lieu lundi.



RIMA ELKOURI

Ceci n'est pas un dépotoir

Voilà 25 ans que l'Université de Montréal entretient de façon éhontée des déchets sur le mont Royal. Des vieux classeurs, des chaises brisées, des lampadaires, des sacs-poubelles regroupés près du sommet nord de la montagne, en attendant un avenir meilleur ou un camion de recyclage qui n'arrive pas...

Au fil des ans, le bon vieux mont Royal, celui-là même qu'on désigne du titre honorifique «d'arrondissement historique et naturel», est ainsi devenu sur une partie de son flanc nord le dépotoir de l'université. Car pourquoi se rendre à l'éco-centre le plus près quand on a une si belle montagne à ses pieds, n'est-ce pas?

«Ce n'est pas un dépotoir, c'est un dépôt technique. C'est un lieu transitoire», tient-on à préciser à l'Université. Un lieu transitoire, je veux bien. Tout à fait légal, en plus, ce qui rend la chose encore plus absurde. Mais il est tout de même là depuis 25 ans, ce lieu «transitoire». Et le temps de transit y est parfois bien long. Certains vestiges de l'Université, tels de vieux lampadaires ou une guêrière, y traînent depuis des années. Et comme le souligne Michel Séguin, d'Action-Rebuts, chaque fois qu'on entasse des déchets de la sorte, il y a toujours une possibilité de se retrouver avec du lixiviat, communément appelé «jus de déchets». Miam...

On peut qualifier l'endroit de «dépôt technique» si ça nous



ILLUSTRATION FRANCIS LÉVEILLÉE

chante. Mais il serait plus juste d'appeler un chat un chat. Ouvrez votre Petit Robert. Un endroit où on met des objets de rebut, même des augustes déchets d'universitaires, désolée, mais cela ne s'appelle ni un dépôt technique, ni un centre d'interprétation de la nature, mais bien un dépotoir.

Si on consulte le livre blanc de l'Université de Montréal, publié il y a tout juste deux mois, on

nous y rappelle qu'un des objectifs prioritaires de l'institution consiste à «adopter une approche exemplaire favorisant le développement durable» et à «soutenir les actions à portée environnementale dans le développement du campus intégré». En effet, quoi de plus exemplaire comme approche que d'aménager un dépotoir sur le mont Royal? Ça dure depuis 25 ans, en plus; n'est-ce pas là ce

qu'on appelle du développement «durable»?

Avant-hier, le directeur des immeubles de l'Université disait à son collègue François Cardinal qu'il n'y avait pas de plan de déménagement pour ce «dépôt technique». Le dépotoir allait malheureusement demeurer sur le mont Royal en raison du manque d'espace sur le campus.

Vingt-quatre heures plus tard, après que l'article de mon collègue eut été publié, la version des faits changeait. Un hasard, bien sûr. Le directeur des immeubles, en réunion, ne répondait plus aux appels. Le vice-recteur aux communications nous disait que le «dépôt technique» allait déménager sous peu, qu'il s'agissait d'une «priorité» et que l'Université avait très, très à cœur la protection du mont Royal.

Avant-hier, on disait encore à mon collègue que les inspecteurs de la Ville jugeaient l'endroit «conforme» et qu'on comptait refaire la clôture vieillotte et recouvrir le dépotoir de toiles opaques pour dissimuler les rebuts... Vingt-quatre heures plus tard, Helen Fotopulos assurait tout de même sans rire que «les dépôts techniques sont une priorité pour tout le monde». Une priorité, rien de moins. Une priorité tellement prioritaire, en fait, que cela fait un quart de siècle que la Ville s'en fout. Tellement prioritaire qu'on s'apprêtait à camoufler le tout avec des toiles opaques... N'est-ce pas merveilleux?

Cela dit, comme le soulignent les Amis de la montagne, le problème déborde largement des clôtures du dépotoir de l'Université de Montréal. Il s'agit de façon beaucoup plus vaste de naturaliser, de mieux protéger et de rendre plus accessible aux piétons et aux cyclistes tout le flanc nord de la montagne. D'autant plus que le sommet nord est le moins connu des trois sommets du mont Royal et que la vue sur la ville y est magnifique... Malheureusement, pour le moment, l'idée d'aller faire du jogging ou du cardio-poussette entre deux vieux classeurs dans leur «jus de déchets», une thèse de doctorat de 1984 et un lampadaire couché par terre n'est pas la plus séduisante qui soit.

La décision de l'Université de Montréal de déménager ce dépotoir qui ne dit pas son nom est bien sûr une bonne nouvelle. Mais elle ne permet pas de tout régler pour autant. Car, à la base, la question n'est pas tant de savoir où mettre les déchets mais pourquoi on en produit tant. Si on ne fait que déplacer les déchets ailleurs, on n'est pas beaucoup plus avancé.

En ce sens, l'Université de Montréal qui dit avoir un plan de recyclage, mais pas de plan de réduction de déchets, a encore bien du chemin à faire pour devenir aussi «exemplaire» qu'elle souhaite l'être.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueuse : rima.elkouri@lapresse.ca

L'UdeM déménagera son dépôt d'ordures

FRANÇOIS CARDINAL

L'Université de Montréal change finalement son fusil d'épaule: elle déménagera «sous peu» son dépôt d'ordures situé en plein cœur du mont Royal.

Vingt-quatre heures après avoir affirmé à *La Presse* qu'«aucun projet (de déménagement) n'est prévu» en raison du manque d'espace sur la montagne, un porte-parole de l'institution universitaire a soutenu, hier, que «des collègues se penchent là-dessus en ce moment».

«Nous sommes conscients que le site n'est pas idéal, a reconnu Philippe Beauregard, vice-recteur adjoint aux communications. Des experts se penchent donc actuellement sur la question pour trouver une solution alternative qui va répondre aux attentes en matière de sécurité et d'écologie.»

On promet de trouver un nouveau site «sous peu» afin que le déménagement ait lieu «d'ici quel-

ques mois», le temps d'obtenir les permis nécessaires de la Ville et des deux ordres de gouvernement.

Situé depuis plus de 25 ans au cœur de la forêt du mont Royal, à quelques pas du deuxième sommet de la montagne, le dépôt accueille quotidiennement les ordures trouvées sur le campus, lesquelles sont recueillies chaque semaine, ainsi que les déchets destinés au recyclage et différents matériaux de construction.

Hier, la direction des immeubles soutenait que les seuls changements prévus pour ce «dépôt technique» étaient la construction d'une clôture plus solide et l'installation de toiles pour dissimuler les objets entreposés et les déchets.

On se disait sensible aux critiques qui déploraient la malpropreté de l'endroit, notamment cet internaute ayant mis en ligne sur YouTube sa visite estivale des lieux. On y voit un endroit fort négligé aux allures de dépotoir. Tous les organismes contactés hier ont vivement décrié

cette mauvaise utilisation des espaces boisés du mont Royal, que ce soit les Amis de la montagne, Héritage Montréal, la Fédération des associations étudiantes de l'université (FAECUM), Action Re-Buts ou le Conseil régional de l'environnement de Montréal.

«Le dépôt de l'Université est un des éléments qui posent problème, mais ce n'est pas le seul.»

La volte-face d'hier les rassure donc, mais seulement à moitié. «Ce que nous souhaiterions, c'est que les institutions de la montagne agissent avant qu'il y ait une pression populaire», a indiqué Sylvie Guilbault, directrice des Amis de la montagne.

Cette dernière signale d'ailleurs que l'Université n'est pas la seule

institution ayant pignon sur la montagne qui exploite un tel dépôt d'ordures, le cimetière Notre-Dame-des-Neiges aussi. «Le dépôt de l'Université est un des éléments qui posent problème, mais ce n'est pas le seul», a-t-elle précisé.

Sur la même longueur d'onde, Héritage Montréal dénonce également ces dépôts et autres secteurs techniques en plein cœur de cet «arrondissement historique et naturel». «La Ville de Montréal n'est pas en reste dans le parc, avec sa gracieuse cour de voirie et son échangeur érodé à l'intersection Côte-des-

Neiges/Remembrance, note Dinu Bumbu. Ces fonctions techniques sont-elles encore nécessaires sur le mont Royal? Si oui, alors qu'elles soient autorisées et accommodées dans le respect de ce paysage patrimonial.»

Responsable du mont Royal au comité exécutif, Helen Fotopulos reconnaît qu'il existe certains pro-

blèmes sur la montagne et rappelle qu'une table de concertation a été mise sur pied précisément pour les régler. «Si je devais péter une crise chaque fois que des choses ne sont pas conformes avec le statut d'arrondissement historique et naturel, on n'avancerait pas très vite», a-t-elle dit. Elle a ajouté être «ravie» de la décision de l'Université.

L'Administration a-t-elle mis fin à la pression sur l'institution à la suite de la manchette de *La Presse* de mardi? M^{me} Fotopulos a répondu par la négative.

Le dépôt est situé en plein cœur d'un bois situé à mi-chemin entre l'École polytechnique, le cimetière Notre-Dame-des-Neiges et l'ancienne piste de ski du CEPsum. Il n'est donc qu'à quelques pas du deuxième sommet en importance, après celui qui arbore la célèbre croix lumineuse. Contrairement à ce que nous écrivions hier, le dépôt fait partie de l'arrondissement de Côte-des-Neiges, même s'il se nomme sommet Outremont.

MÉGA SOLDE

0%

DE FINANCEMENT À L'ACHAT sur la plupart des modèles 2007*

LES MEILLEURES OFFRES DE LA SAISON

MALIBU LT

239\$/mois²
2 377\$ comptant
Location 48 mois

MALIBU LS

17 899\$
à l'achat³

★★★★★ Sécurité 5 étoiles⁴

LA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS

160 000 KM SANS SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR GARANTIE LIMITÉE + 160 000 KM SANS AVEC TRANSPORT DE COURTOISIE⁵ + 160 000 KM SANS AVEC ASSISTANCE ROUTIÈRE⁶

autos-o-ciel
une histoire d'auto qui finit bien

GAGNEZ VOTRE CIEL!
DONNEZ VOTRE VIEILLE VOITURE.
Obtenez un crédit de 1 000\$

applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule GM neuf admissible lorsque vous envoyez votre vieux véhicule se reposer au ciel. Visitez autos-o-ciel.ca ou votre concessionnaire GM pour connaître tous les détails.

ALLONS-Y

CHEVROLET

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2007 suivants: Malibu LT (1Z769/1SA) et Malibu LS (1Z569/1R7A). Le modèle illustré comprend certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. 1. Taux de financement à l'achat de 0% jusqu'à 60 mois sur la plupart des modèles 2007 (60 mois pour la Malibu LT et 24 mois pour la Malibu LS), sur approbation de crédit de GMAC seulement. 2. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois pour la Malibu LT avec versement initial ou échange équivalent. Frais de transport de 1 250\$ et préparation inclus. Frais d'immatriculation, d'assurance et taxes en sus. Frais de 15¢/km, après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. 0\$ de dépôt de sécurité. 3. À l'achat, préparation incluse. Frais de transport de 1 250\$, frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. 4. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant lors des tests d'impacts frontaux pour la Malibu. Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 5. Selon la première éventualité. Les camions poids moyen sont exclus. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants (primemgppouretudiants.ca) et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer ou vendre à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com.

QUIZ
Faites-vous confiance aux enseignants de vos enfants?
Répondez sur cyberpresse.ca

VOYAGES
Y a-t-il une « bonne » façon de voyager?
André Désiront répond à cette question sur son blogue à cyberpresse.ca/courrierduvoyageur

TOMATINA
Vivez la Tomatina, véritable fête de la tomate en Espagne sur cyberpresse.ca/tomatina



LA NOUVELLE-ORLÉANS
Quel est le visage de La Nouvelle-Orléans deux ans après le passage de Katrina?
Voyez nos photos sur cyberpresse.ca/katrina



PATRICK LAGACÉ
Tout le monde regarde la télé

« TVA veut reprendre la couronne du dimanche soir et sort l'artillerie lourde pour détrôner Rad-Can et M. Lepage. »

Lisez nos blogueurs sur www.cyberpresse.ca/blogues

IDENTITÉ QUÉBÉCOISE

Le PQ a échoué, dit Marois

MALORIE BEAUCHEMIN

BEAUPRÉ — Si le Parti québécois a perdu les dernières élections et que beaucoup de ses électeurs traditionnels se sont tournés vers l'ADQ, c'est parce qu'il a en quelque sorte échoué à « affirmer et défendre l'identité québécoise », soutient Pauline Marois.

Au moment de confirmer sa candidature dans Charlevoix, hier soir, la chef du PQ a livré ses conclusions quant à l'échec de son parti aux dernières élections, dans un discours teinté par le débat identitaire actuel.

« Les concitoyens nous ont dit qu'ils ne se reconnaissaient plus dans notre projet, a souligné M^{me} Marois. Ils ont eu l'impression que notre parti, qui a tant fait dans le passé pour défendre l'identité québécoise, n'avait plus rien à dire sur ce sujet. »

« Comme si le "nous" était tabou. Comme si poser des gestes pour défendre notre identité était synonyme de racisme et d'intolérance », a-t-elle ajouté.

C'est ce vide dans le discours du PQ qui explique, selon elle, que Mario Dumont ait pu se présenter comme le défenseur de cette identité, même si « son discours s'est limité à dénoncer, sans trop d'arguments, certaines dérives liées aux accommodements raisonnables. »

La foule, déjà acquise à M^{me} Marois, tassée dans une petite salle de Beaufort, scandait en cœur « chez nous, c'est Pauline », tel qu'affiché sur les pancartes électorales, déjà visibles dans la circonscription.

« Nous ne devons plus être gênés ou avoir peur de dire qu'au Québec, la majorité francophone veut être reconnue et qu'elle est le cœur de la nation », a souligné une Pauline Marois gonflée à bloc. Aux nouveaux arrivants,



Investie hier dans la circonscription de Charlevoix, Pauline Marois a déploré que le « nous » soit devenu tabou.

PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

elle a aussi lancé un message d'ouverture, soit qu'il « n'est pas nécessaire d'être né ici pour être passager de notre histoire ».

Si beaucoup de sympathisants péquistes se sont « réfugiés dans les rangs de l'ADQ », le PQ doit en tirer des leçons, selon elle.

« Nous devons réconcilier les deux dimensions de notre identité nationale. Ce Québec démocratique, pluraliste et ouvert sur le monde que nous avons construit

au fil des années, mais demeurer fidèle à l'histoire qui l'a porté jusqu'ici », a dit M^{me} Marois, répétant qu'il lui fallait « rompre avec l'obsession référendaire ».

Quant à la lutte dans Charlevoix, qui s'annonce serrée avec la candidature de l'adéquiste Conrad Harvey, M^{me} Marois a affirmé qu'elle trouvait cela « très stimulant ».

En matinée, le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, avait dénoncé ce qu'il considère

être une « collusion évidente entre le Parti libéral et le Parti québécois », après que certains organisateurs du Parti libéral eurent estimé possible que certains électeurs libéraux de Charlevoix appuient M^{me} Marois, en l'absence d'un candidat du PLQ.

M. Dumont n'a pas encore confirmé s'il comptait faire campagne avec son candidat, M. Harvey, qui avait chauffé de près le PQ en mars dernier.

Plusieurs députés du PQ, réunis en caucus de deux jours à Québec, étaient aussi présents pour appuyer leur chef à son assemblée de nomination. Le député démissionnaire Rosaire Bertrand, qui a cédé sa circonscription à M^{me} Marois, a appelé les membres du caucus à se rallier derrière la chef, en mettant de côté leur « ego ».

Avec la collaboration d'Ariane Lacoursière

SONDAGE CROP-LA PRESSE

Les péquistes retrouvent le sourire

MALORIE BEAUCHEMIN ET ARIANE LACOURSIÈRE

QUÉBEC ET ORFORD — C'est tout sourire que les députés du Parti québécois se sont rendus à leur caucus qui débutait hier matin à Québec. La publication le matin même d'un sondage favorable au mouvement souverainiste a fait oublier quelque peu les derniers déboires électoraux, l'annonce du départ précipité de la députée Diane Lemieux, ainsi que la candidature inattendue d'un adversaire adéquistes contre Pauline Marois dans Charlevoix.

« Je pense qu'on a eu un bon été, des bonnes sorties. M. Charest a eu un mauvais été et Mario Dumont continue à s'enfoncer dans le populisme », a souligné le député de Rousseau,

François Legault, pour expliquer la remontée du Parti québécois, qui passe à 33 % des intentions de votes, contre 29 % pour l'ADQ et 27 % pour le PLQ.

Pour la députée de Crémazie, Lisette Lapointe, c'est avant tout la personnalité de M^{me} Marois et « la mauvaise performance » de Mario Dumont qui ont favorisé le PQ.

« M. Charest a eu un mauvais été et Mario Dumont continue à s'enfoncer dans le populisme. »

– François Legault

Beaucoup de travail reste toutefois à faire, ont soutenu plusieurs des députés. Le chef intérimaire à la dernière session parlementaire, François Gendron, avait de la difficulté à cacher son enthousiasme.

« Un sondage, c'est toujours une belle photo et là, ça adonne qu'elle est belle ce matin. J'adore cette photo-là », a-t-il dit.

Au Parti libéral du Québec, les ministres réunis dans un conseil de deux jours n'ont pas semblé ébranlés par les chiffres sur les intentions de vote publiés le matin même. Certains ont rappelé que l'ancien

chef du PQ, André Boisclair, avait été très haut dans les sondages peu après sa nomination à la tête du parti, avant de chuter.

« Il faut faire attention à "l'effet Marois". La semaine de son arri-

vé, les sondages étaient à 40 %, là ils sont à 33 %. Est-ce qu'il va se reproduire le même effet qu'avec M. Boisclair? » s'est interrogé le ministre des Ressources naturelles, Claude Bécharde.

« Je ne dis pas qu'il n'y a pas de problèmes, de défis à relever, a-t-il toutefois admis. Oui, il faut reconquérir les francophones, il faut choisir comment on le fait et on ne le fera pas en les divisant et en montant des chicanes les uns contre les autres. »

Les membres de l'ADQ ont assuré ne pas être inquiétés non plus par le sondage publié hier dans *La Presse*. « Il ne faut pas se fier aux sondages, il faut se fier au terrain », a dit Mario Dumont à son entrée au caucus de son aile parlementaire, qui a débuté hier à Orford.

Pour Éric Caire, porte-parole en matière de santé, le sondage n'est qu'une « image très temporaire » du portrait politique. Seul Gilles Taillon, député de Chauveau, y voit un avertissement. « C'est un signe qu'il faut continuer à travailler et qu'il ne faut rien tenir pour acquis », a-t-il dit.

Tous les députés adéquistes reconnaissent qu'un « effet Marois » se fait présentement sentir. Mais selon Sébastien Proulx, leader parlementaire de l'ADQ, le passé politique de la nouvelle chef du PQ la rattrapera. « Elle a de l'expertise, mais je crois que les électeurs veulent autre chose », a-t-il affirmé. Éric Caire croit lui aussi que les électeurs n'oublieront pas les erreurs commises par la politicienne dans le passé. « On verra comment M^{me} Marois pourra expliquer certains gestes de mauvaise gouvernance », a avancé M. Caire.

Même si Mario Dumont a perdu quelque peu de sa popularité, les députés adéquistes réitérent leur confiance en leur chef. « Pour nous, notre chef n'a pas chuté. Il est encore où il était et même encore mieux », a estimé Janvier Grondin, organisateur électoral.

MONTEBELLO

Dupuis refuse d'enquêter sur la SQ

MALORIE BEAUCHEMIN

QUÉBEC — Le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, rejette l'idée de tenir une enquête publique sur les agissements de la Sûreté du Québec lors du sommet de Montebello, comme le réclame une coalition de militants de la Nouvelle-Écosse.

Une vidéo diffusée sur le site internet YouTube montrant des agents de la SQ masqués, dont un qui tient une pierre, lors de manifestations entourant la rencontre des leaders nord-américains, a soulevé la

colère de militants pacifistes et syndicaux.

« J'ai demandé à la Sûreté du Québec que son état-major se présente devant les médias pour expliquer à la population l'action entreprise à Montebello. Vous en avez eu des résultats, a expliqué le ministre. Vous avez pu constater que la SQ a admis qu'il y avait dans la foule des agents de la Sûreté du Québec. Ils ont expliqué pourquoi ils font ça, et ils ont expliqué qu'aucun de ces agents-là n'avait commis d'acte criminel ou d'acte de provocation. »

La Sûreté du Québec avait

d'abord nié avoir utilisé des agents infiltrés, pour ensuite se rétracter et expliquer en conférence de presse les objectifs de l'opération, tout en admettant que ces méthodes étaient à revoir.

« Je n'ai aucune raison de mettre en doute ce que la Sûreté du Québec a donné comme informations, a ajouté M. Dupuis. Dans les circonstances, je n'ai pas l'intention de demander une enquête publique sur ces faits-là. »

En début de semaine, le premier ministre Jean Charest avait affirmé qu'il laissait « à la SQ le soin de répondre de ses actes ».

EN BREF

Changements à l'ADQ

Les députés de l'ADQ ont profité de leur caucus, qui s'est ouvert hier à Magog, pour faire quelques changements. Six députés ont été mandatés pour assurer une présence adéquistes dans des régions où le parti n'est pas représenté, soit en Outaouais, à Montréal-Laval, en Abitibi-Témiscamingue, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, en Gaspésie et en Côte-Nord. Par ailleurs, le député de Bellechasse, Jean Domingue, a été désigné critique en matière de ressources naturelles. Le député de Saint-Maurice, Robert Deschamps, est maintenant critique en matière d'habitation. Finalement, le whip de l'opposition officielle, François Bonnardel, devient critique en matière de famille.

– Ariane Lacoursière

Sauvageau ne se serait pas suicidé

Le député bloquiste Benoît Sauvageau, mort dans un accident de la route l'an dernier, ne s'est pas suicidé, selon le rapport du coroner qui sera rendu public aujourd'hui. Selon TVA, le député de Repentigny, qui parlait au téléphone cellulaire avec sa femme le 28 août 2006, a été victime d'une distraction au volant en heurtant une dépanneuse garée sur l'accotement. « À notre avis, la thèse du suicide ne résiste pas à l'analyse, il s'agit d'un décès d'origine accidentelle », a écrit le coroner Pierre Bélisle dans son rapport. De nombreuses rumeurs laissaient entendre à l'époque que l'homme politique s'était enlevé la vie.

– La Presse Canadienne

Faites de bonnes affaires grâce à nos tarifs vraiment avantageux.

Doublez vos minutes.

99 \$*
MOTOKRZR™



Forfait avec appels entrants illimités à 65 \$

~~500~~ 1000 minutes locales en tout temps¹
appels locaux entrants illimités²
minutes illimitées les soirs et week-ends (19 h - 8 h)
appel en attente, renvoi automatique, conférence à trois³
facturation à la seconde⁴

EN PRIME : appels locaux illimités pendant 3 mois⁵

Les tarifs les plus abordables au Canada⁷

Offert dans les kiosques Solo suivants:
ANJOU
Les Galeries d'Anjou
BROSSARD
Mail Champlain
LASALLE
Carrefour Angrignon
MONTRÉAL
Plaza Alexis Nihon
POINTE-CLAIRE
Centre d'achat Fairview
QUÉBEC
Place Fleur-de-Lys
ROSEMÈRE
Place Rosemère
ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades
St-Bruno

Offert dans les magasins Bell suivants:
ANJOU
Les Galeries d'Anjou
AUTEUIL
5330 boul. des Laurentides
BELOEIL
Mail Montenach
BROSSARD
Mail Champlain
Quartier DIX30
CHATEAUGUAY
Centre Régional Châteauguay
COATICOOK
18, rue du Manège
COWANSVILLE
Domaine du Parc
DELSON
5 Route 132
DOLLARD-DES-ORMEAUX
3352 boul. des Sources
3699 boul. St-Jean
DORION-VAUDREUIL
84 boul. Harwood
DORVAL
Les Jardins Dorval
DRUMMONDVILLE
2265 boul. St Joseph
Promenades Drummondville
GATINEAU
Promenades de l'Outaouais
GRANBY
688 rue Principale
Galeries de Granby
HULL
73 rue Jean-Proulx
Galeries de Hull
JOLIETTE
127 boul. St-Charles-Borromée nord
Les Galeries Joliette
LACHINE
2409 46e Avenue
LAFONTAINE
2121 boul. Labelle
LASALLE
7567 boul. Newman
Carrefour Angrignon
LAVAL
800 boul. Chomedey (120) Tour C
1655 boul. St Martin
Carrefour Laval
Carrefour Laval - kiosque
Centre Laval
Megacentre Vimont Laval
LONGUEUIL
666 Place Transcanada
2771 boul. Jacques-Cartier est
Place Longueuil
MAGOG
Galeries Orford
MONTREAL
892, rue Ste Catherine ouest
4399, rue St-Denis
5187, avenue Papineau (angle Laurier)
6855, rue St-Jacques ouest
8900, rue Lajeunesse
9280, boul. de l'Acadie
Boul. Décarie
(angle Jean-Talon)
Centre Rockland
Place Alexis-Nihon
Place Dupuis
Place Versailles
Plaza Côte-des-Neiges
Tour Jean-Talon
(Rez-de-chaussée)
MONTRÉAL-NORD
Place Bourassa
MONT-TREMBLANT
517 rue de St-Jovite
PINCOURT
Faubourg de l'Île - kiosque
POINTE-AUX-TREMBLES
12530 Sherbrooke est
POINTE-CLAIRE
Fairview Pointe-Claire
REPENTIGNY
309 rue Notre-Dame
Les Galeries Rive-Nord
ROSEMÈRE
232 boul. Curé-Labelle
Place Rosemère
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre commercial Valleyfield
SHAWINIGAN
1 Plaza de la Mauricie
SHERBROOKE
2700 rue King ouest
4505 boul. Industriel
Carrefour de l'Estrie
SOREL
Les Promenades de Sorel
ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades
St-Bruno
STE-AGATHE-DES-MONTS
80A boul. Morin
ST-EUSTACHE
66 rue Dubois (107)
Place St-Eustache
ST-HUBERT
3879 boul. Taschereau
5190 boul. Cousineau
ST-HYACINTHE
Galeries St-Hyacinthe
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU
391 boul. Séminaire nord
Carrefour Richelieu
ST-JÉRÔME
Le Carrefour du Nord
ST-LAURENT
4232 rue Seré
La Place Vertu
ST-LEONARD
4524 Jean Talon est
6050 boul. Métropolitain est
ST-SAUVEUR-DES-MONTS
153 rue Principale
TERREBONNE
1729 chemin Gascon
Galeries Terrebonne
TRACY
604 route Marie-Victorin
TROIS-RIVIÈRES
5691 boul. Jean XXIII
Centre Les Rivières
VICTORIAVILLE
567 boul. des Bois-Francis sud
La Grande Place des Bois-Francis

Offert chez: booth

À jour en date du 25 août 2007. Les clients doivent fournir une carte d'étudiant internationale valide au moment de l'achat. Offerts avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture du réseau numérique principal de Solo Mobile, là où la technologie le permet. Soirs du lundi au jeudi, de 17 h à 8 h, et week-ends du vendredi 17 h au lundi 8 h. Chaque forfait (minutes ou volume) est facturé sur une base mensuelle et, à moins d'indication contraire, les minutes pour les appels voix s'appliquent au temps d'antenne; les frais d'interurbain et d'itinérance (y compris impôts étrangers) sont en sus à l'extérieur de votre zone d'appel. Des frais additionnels, tels que les frais d'accès au service d'urgence 9-1-1 (0,50 \$/mois), les frais d'accès au réseau (prépayé 3,95 \$/mois et mensuel 6,95 \$/mois) et les frais uniques d'activation (35 \$), s'appliquent. Des frais uniques de 35 \$ sont applicables lorsqu'un client passe d'un forfait mensuel au service prépayé. Avec toute utilisation de données, des frais d'utilisation d'Internet mobile de 3 c/Ko s'appliquent si vous n'êtes pas abonné au service Internet mobile illimité et des frais peuvent s'appliquer pour le contenu. Des frais de réactivation anticipés s'appliquent. Les prix et les offres sont modifiables sans préavis et ne peuvent être combinés avec aucune autre offre. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. [1] Avec une nouvelle activation dans le cadre d'un contrat de 3 ans à tout forfait mensuel Solo. [2] S'applique aux messages envoyés et reçus à l'intérieur des zones de couverture de Solo Mobile par les fournisseurs participants au Canada et aux États-Unis. Exclut les alertes texte et les messages internationaux et payants ainsi que les messages envoyés au moyen d'un logiciel de messagerie texte. [3] S'applique aux appels interurbains en provenance et à destination du Canada, effectués dans les zones de couverture de Solo Mobile et de ses partenaires. [4] La facturation à la seconde est offerte avec une nouvelle activation dans le cadre d'un engagement à tout forfait voix mensuel de Solo. S'applique aux appels locaux. [5] Compte tenu du tarif des forfaits mensuels, de la facturation à la seconde sur les appels locaux, et de l'accès à un réseau pancanadien, avec un engagement minimal de 2 ans à un forfait mensuel de Solo Mobile; à l'exception des tarifs promotionnels et interurbains. Solo, le logo Solo Mobile et Cause toujours sont des marques de commerce de Solo stratégie de marque inc., utilisées sous licence.

Cause toujours™
solomobile.ca

Solo™
mobile

Duceppe invité à durcir le ton

Des députés bloquistes estiment que leur chef est trop conciliant envers les conservateurs

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, adopte un ton nettement plus guerrier à l'endroit du gouvernement Harper depuis quelques jours et ce n'est pas un hasard. Le chef bloquiste s'est fait chauffer les oreilles la semaine dernière par certains de ses députés qui estiment que le Bloc est trop conciliant envers les conservateurs.

Selon des informations obtenues par *La Presse*, hier, plusieurs députés ont fait savoir à M. Duceppe durant leur caucus de la semaine dernière à Saint-Hyacinthe que le temps est venu de sortir l'artillerie lourde pour attaquer le gouvernement Harper, à défaut de quoi l'avenir du parti pourrait s'assombrir.

À l'issue du caucus, jeudi dernier, M. Duceppe a donc menacé de renverser le gouvernement Harper en octobre si ce dernier présente un nouveau discours du Trône et refuse d'y préciser que la mission de combat des troupes canadiennes dans la région de Kandahar prendra fin en février 2009, comme prévu.

Et mardi, le critique bloquiste Paul Crête a lancé une autre salve en direction des conservateurs en affirmant que le Bloc québécois votera également contre le discours du Trône s'il ne contient aucun engagement de limiter le pouvoir fédéral de dépenser dans les champs de compétence des provinces.

D'autres attaques de ce genre sont aussi à prévoir avant la tenue des élections partielles dans trois circonscriptions au Québec le 17 septembre (Outremont, Roberval et Saint-Hyacinthe-Bagot). En privé, les troupes bloquistes craignent comme la peste de perdre des bastions comme Roberval et Saint-Hyacinthe-Bagot au Parti conservateur. Un tel scénario, qui n'est pas impossible, pourrait encore une fois relancer les



Gilles Duceppe a menacé jeudi dernier de renverser le gouvernement si la mission afghane se poursuit après 2009.

questions sur la raison d'être du Bloc québécois à Ottawa avant la tenue des prochaines élections générales.

Le Bloc n'écarte donc pas non plus l'idée d'appuyer une éventuelle motion de censure contre le gouvernement Harper sur la question de l'environnement. La lutte contre les changements climatiques et le non-respect des objectifs fixés par le protocole de Kyoto demeurent pour l'heure le principal talon d'Achille des conservateurs. Il serait d'ailleurs assez facile d'obtenir l'unanimité

des trois partis de l'opposition sur cette question, conviennent des stratégies des trois partis.

« M. Duceppe s'est fait dire par les députés qu'il faut être plus combatif envers les conservateurs. On ne peut plus se permettre de perdre du terrain. Il faut aussi que tous les députés soient plus à l'offensive. D'autant plus qu'on voit aussi que Jack Layton du NPD est très présent au Québec cet été. Il faut un changement de ton », a confié une source bloquiste sous le couvert de l'anonymat.

« M. Duceppe n'a pas eu l'oc-

casion de parler beaucoup durant le caucus. Il a surtout écouté les députés », a confié une autre source pour illustrer l'atmosphère qui régnait au caucus.

Contre le troisième budget

Depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, le Bloc québécois s'est fait tirer le tapis sous les pieds à plusieurs reprises par le gouvernement Harper. D'abord, le premier ministre Stephen Harper a rapidement signé avec le gouvernement Charest une entente donnant au Québec le droit de

parole à l'UNESCO, comme le réclamait le Bloc québécois.

Ensuite, M. Harper a fait adopter à la Chambre des communes une résolution reconnaissant que « les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni », reprenant ainsi à son compte une partie de la résolution du Bloc québécois qui stipulait que « les Québécois forment une nation ».

De plus, le gouvernement Harper a réglé, à la satisfaction du gouvernement du Québec, le dossier du déséquilibre fiscal dans son dernier budget déposé en mars. Le Bloc québécois avait fait de ce dossier son principal cheval de bataille au cours des dernières années quand les libéraux étaient au pouvoir.

Le gouvernement Harper a aussi accepté de donner les 350 millions de dollars à Québec pour financer des mesures pour lutter contre les changements climatiques au printemps. Le gouvernement a finalement signé un chèque plus important que les 328 millions de dollars que réclamait le Bloc québécois.

Enfin, le Bloc québécois a été le seul parti de l'opposition à appuyer le gouvernement Harper lorsqu'il a soumis les budgets des deux derniers exercices financiers à un vote de confiance à la Chambre des communes. Le Parti libéral et le NPD ont tous les deux voté contre le gouvernement conservateur minoritaire.

Chose certaine, les stratégies bloquistes ont déjà décidé que le parti votera contre le prochain budget du ministre des Finances James Flaherty, même si ce budget offrira vraisemblablement d'alléchantes réductions d'impôts aux contribuables. « On ne peut pas se permettre de voter une troisième fois avec les conservateurs sur le budget. Les gens vont commencer à s'interroger sur notre pertinence à Ottawa si on le fait », a expliqué une source bloquiste.

Ottawa expulse un diplomate soudanais

AGENCE FRANCE-PRESSE

OTTAWA — Le Canada a décidé d'expulser un diplomate soudanais en représailles contre « l'expulsion injustifiée » de sa chargée d'affaires au Soudan, la semaine dernière, a annoncé hier le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier.

« La décision, qui prendra effet le 1^{er} septembre 2007, a été communiquée à l'ambassadeur du Soudan à Ottawa », a indiqué le ministre dans un communiqué, sans préciser le nom ou le rang du diplomate.

« C'est quelqu'un d'autre que l'ambassadeur (M^{me} Faiza Hassan Taha) », a cependant indiqué à l'AFP une source anonyme à l'ambassade du Soudan.

Khartoum avait annoncé jeudi dernier l'expulsion de la chargée d'affaires du Canada, Nuala Lawlor, et de l'émissaire de la Commission européenne, le Suédois Kent Degerfelt, les accusant « d'ingérence » dans ses affaires internes. Mais M. Degerfelt a été invité samedi par le gouvernement soudanais à reprendre son poste à Khartoum, après que la Commission européenne eut présenté des « excuses » au président soudanais Omar el-Béchrir.

« Il n'est pas question que le Canada présente des excuses », avait pour sa part déclaré dimanche le chef de la diplomatie canadienne. « Quel que soit leur pays d'affectation, les diplomates canadiens continueront de défendre les valeurs canadiennes, notamment la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit », a-t-il insisté.

La semaine dernière, l'agence officielle soudanaise Suna avait justifié l'expulsion des diplomates par « leurs ingérences dans les affaires intérieures du Soudan ». Un responsable du ministère soudanais des Affaires étrangères leur avait notamment reproché d'avoir eu des contacts avec l'opposition. Ils auraient cherché, selon lui, à faire des libérer des opposants arrêtés en juillet pour leur implication dans une tentative supposée de coup d'État.

EN BREF

Afghanistan : mort suspecte d'un soldat canadien

Les autorités militaires canadiennes enquêtent sur la mort suspecte d'un soldat canadien, qui a succombé hier à des blessures par balle à Kaboul, en Afghanistan. Le soldat, dont l'identité n'a pas été divulguée par les forces armées à la demande de la famille, a été découvert gisant dans sa chambre du quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) vers 6h30 (heure locale). Les enquêteurs ont déjà écarté la thèse d'un assassinat perpétré pour le compte des insurgés talibans. Chargé de l'affaire, le service national d'enquête des forces canadiennes (SNEFC) n'écarte cependant aucune autre hypothèse, que ce soit le suicide, un homicide ou encore un tir accidentel.

— La Presse Canadienne

EPSON
EXCEED YOUR VISION



Augmentez votre productivité avec les imprimantes Epson More-in-One^{MC}

Voici la série Epson CX. Une solution d'impression, de numérisation, de copie et de télécopie* tout-en-un idéale pour les étudiants surchargés. À partir de 79,99 \$.

Pour en savoir plus, visitez epson.ca/cxseries¹



Epson Stylus[®] CX7000F
PDSF : 129,99 \$

Également en vente dans les magasins suivants :

Best Buy Future Shop Bureau en Gros

* Disponible sur la CX7000F seulement.

¹ Veuillez noter que le site Web n'est disponible qu'en anglais.

Tous les produits ne sont pas disponibles dans tous les points de vente. Les prix de détail peuvent varier d'un point de vente à l'autre. Epson, Epson Stylus et Epson Exceed Your Vision sont des marques de commerce/déposés de Seiko Epson Corp. More-in-One est une marque de commerce de Epson America, Inc. Toutes les autres marques de commerce sont la propriété de leurs sociétés respectives. © 2007 Epson America Inc.



PATRICK LAGACÉ

Les indiscretions du 9-1-1

Le fichier audio MP3 est arrivé dans ma boîte de courriels il y a quelques jours, gracieusement de quelqu'un qui me lit. J'ai eu besoin de quelques secondes pour comprendre qu'il s'agissait d'un appel au 9-1-1, fait ici, à Montréal. Je n'ai pas eu besoin d'une demi-seconde pour reconnaître la voix du citoyen qui appelait la police.

C'était celle de l'animateur Benoît Dutrizac. Je l'ai reconnu dès qu'il a dit: «Vous êtes où?», quand le 9-1-1 l'a transféré à la police.

Une histoire de bouchon de circulation, sur Saint-Hubert, il y a quelques semaines, coin Maisonneuve. Un soir de feux d'artifice: le pont Jacques-Cartier est bloqué. Il y a un festival en ville, aussi. Bref, ça n'avance pas. Et le citoyen Benoît Dutrizac, constatant un chaos sous forme de pare-chocs à pare-chocs, a décidé d'appeler les flics pour leur dire que ce serait une bonne idée de venir diriger la circulation, coin Maisonneuve et Saint-Hubert...

Le ton n'est pas amical: Dutrizac trouve que la police

devrait «sortir des postes de police» et venir diriger le trafic. Le type qui lui parle, un employé civil de la police de Montréal, lui demande de s'identifier. C'est là que l'animateur décline son nom, ce n'est pas une crise de vedette, ce n'est pas un cas de Savez-vous-qui-je-suis? -!

Le gars de la police dit, à un moment donné: «Plaignez-vous au maire!»

Et Dutrizac de répondre, exaspéré: «Passez-le moi!»

Le 9-1-1 fait partie de ce type d'endroit, comme les cabinets de médecins et d'avocats, où on est en droit de s'attendre à une confidentialité totale, étanche et exemplaire.

Ça ne dégénère pas. Mais entre les deux, on flirte aux limites de la politesse. Dutrizac est cassant. Mais l'employé en rajoute, fait le cabotin, avec cette référence au maire. Puis...

Puis, puis, j'arrête le compte rendu ici. Le reste est sans importance.

J'espère que quelque chose vous frappe comme un coup de masse sur le museau, ici.

Non, je ne parle pas de la conversation. Je parle de ce fichier MP3.

Comment se fait-il que quelqu'un, quelque part, s'est permis de copier la conversation d'un citoyen passant un appel au 9-1-1 de Montréal?

Le 9-1-1 fait partie de ce type d'endroit, comme les cabinets de médecins et d'avocats, où on est en droit de s'attendre à une confidentialité totale, étanche et exemplaire.

mettre au courant. Pour lui dire que je comptais faire un papier là-dessus. Il était stupéfait, bien sûr. Je lui ai dit que c'était sa décision: je mets ton nom ou pas? «J'assume ce que j'ai dit. Je referais la même chose. Écris mon nom.»

Dutrizac, sur l'enregistrement, est déplaisant («Non, m'a-t-il répondu, pas déplaisant, plutôt, exaspéré»), mais loin d'être vulgaire, déplacé ou grossier. Lui qui est un bon utilisateur de jurons,

un «chum». Un principe, plutôt. T'appelles au 9-1-1? C'est secret, point.

Des policiers du service des Affaires internes enquêtent. On veut savoir qui a eu accès à l'enregistrement de l'appel. Qui l'a copié. Richard Boyer, responsable du 9-1-1, au SPVM, m'a expliqué que l'appel a été enregistré à deux endroits. Primo, boulevard Saint-Joseph, dans l'édifice du service 9-1-1. Ensuite, rue Saint-Urbain, au quartier général de la police, quand l'appel a été transféré à la Direction du traitement des appels.

«Ce qui me préoccupe, m'a dit M. Boyer, c'est que l'appel a été copié. Et qu'on l'a distribué. On prend l'affaire au sérieux. Et c'est pas pour une question d'image. C'est la première fois que j'entends parler d'un cas semblable, en 11 ans. C'est une fois de trop.»

«You bet» que c'est une fois de trop.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur: patrick.lagace@lapresse.ca

Un service d'urgence hélicoptéré à Montréal

PASCALE BRETON

La région montréalaise peut maintenant compter sur un service de transport d'urgence hélicoptéré. En une dizaine de minutes, l'organisme AirMédic pourra voler au secours d'une personne victime d'un malaise cardiaque ou d'un accident de la circulation.

Après sept années d'existence, l'organisme à but non lucratif a fait l'acquisition de deux hélicoptères, dont l'un sera basé en permanence à Mirabel. Auparavant, l'organisme avait une base à Saint-Hubert, mais devait louer un hélicoptère à chaque appel d'urgence.

«Lorsqu'on loue un hélicoptère, on décolle dans un délai de 30 à 45 minutes, alors que lorsqu'on est opérationnel, on décolle en 10 minutes. C'est ce qui fait toute la différence dans une situation d'urgence», explique le président, François Rivard, qui a dévoilé les nouvelles installations hier.

AirMédic a vu le jour à Chicoutimi en l'an 2000. Il compte aussi des bases à Québec et Trois-Rivières. Quelque 300 transports sont effectués chaque année.

Dans la majorité des cas, il s'agit de transport inter-hospitalier. Il peut aussi s'agir d'une personne qui a été victime d'un malaise en forêt, d'un accident de motoneige ou d'un accident de la route.

Dans une région urbaine comme Montréal, il y a des avantages à avoir un service d'urgences hélicoptéré, déclare M. Rivard. C'est parfois plus rapide qu'une ambulance terrestre, coincée dans les bouchons de circulation.

«Pour un patient qui doit être transféré en pleine heure de pointe de l'hôpital de Saint-Hyacinthe à l'Institut de cardiologie par exemple, ça nous prend seulement 15 minutes», indique M. Rivard.

L'organisme vit de la contribution des membres donateurs et des assurances des patients hélicoptérés. Une centaine de médecins, infirmières et paramédics y travaillent.

Son objectif est de devenir un partenaire du gouvernement et s'intégrer dans la chaîne des services d'urgences pré-hospitaliers.

Le gouvernement révisera actuellement l'ensemble de ses services aériens afin de les améliorer. La décision sur les orientations données au volet hélicoptéré sera prise cet automne. «On décidera ensuite sous quelle forme de partenariat ce service pourrait se concrétiser» explique la porte-parole du ministère de la Santé et des Services sociaux, Dominique Breton.

SOLDE 127^e ANNIVERSAIRE DES MEUBLES FRASER

JUSQU'À 50% DE RABAIS SUR 80 000 PIEDS CARRÉS DE MEUBLES TRADITIONNELS ET CONTEMPORAINS EN STOCK

Canapés, causeuses, canapés-lits, fauteuils et repose-pieds traditionnels

	Prix cour.	Solde
Bergère à juquette, damassé géométrique blanc cassé	1049	VENDU
Fauteuil club capitonné en chenille bourgogne et beige	1025	479
Fauteuil club chenille, pieds tambours et garnitures cloutées	1735	649
Fauteuil club à dossier cannelé, juquette en cascade et coussin	1925	749
Fauteuil inclinable à imprimé serpent ton mastic, pieds fuselés	1815	895
Fauteuil club à imprimé or/noir, pieds tambours en noyer, de Vanguard	3059	999
Gros fauteuil club, imprimé toile de Jouy, pieds tambours	2799	1079
Fauteuil club damassé, juquette en cascade, de Vanguard	3925	1179
Fauteuil club Harrods, chintz imprimé chinois bleu/rose/beige	3669	1395
Causeuse capitonnée sauge pâle et or avec juquette frangée or antique	4049	2275

Armoires, buffets et bureaux importés d'Europe

Bureau style français, fini foncé, 3 tiroirs, d'Italie	5599	2295
Petite vitrine fini noyer moyen, incrustations d'ébène, d'Italie	6695	3095
Buffet Hepplewhite, acajou foncé à incrustations, du Portugal	9875	3595
Bahut vénitien à devant arqué peint et décoré	9495	5379

Meubles de direction et pour bureau à domicile

Bahut informatique fini cerisier clair, de Stanley	3195	1295
Petit bureau Gibbard en acajou foncé	3775	1579
Bureau double face en acajou antique, dessus en cuir, d'Angleterre	9895	4295

Fauteuils d'appoint, divans, bancs et

Chaise Louis XVI, fini or et acajou, damassé ivoire, d'Italie	1195	395
Chaise Louis XVI à cadre noyer, moiré rayé noir/ivoire, d'Italie	2395	VENDU
Fauteuil Gibbard à cadre Queen Anne en acajou avec siège et dossier ivoire	979	495
Fauteuil fini cerisier antique, dossier ajouré, siège tissu or/vert, de France	1569	549
Tabouret de bar Louis XV, fini noyer, siège/dossier tapisserie ananas	1599	595
Chaise victorienne, fini acajou antique, velours vert olive foncé, de Drexel	1715	685
Fauteuil à dossier ovale, cadre acajou, imprimé léopard, de Vanguard	3429	875
Chaise style français rustique, noyer antique, tissu, fabriquée en Italie	2749	945
Fauteuil style français rustique, noyer antique, fabriquée en Italie	3249	1049
Fauteuil et repose-pieds à cadre acajou imprimé guépard, pieds de griffon	4999	1295
Fauteuil à cadre acajou Ralph Lauren, siège et dossier en velours gris pâle	3815	1335
Fauteuil Jacques Garcia Baker, velours lilas pâle, cadre acajou	3035	1669

Canapés, causeuses, fauteuils inclinables, fauteuils et repose-pieds en cuir

Chaise style méditerranéen, cadre pâle antique travaillé, cuir ton café	1035	395
Chaise rustique européenne en cuir, pieds-de-biche noyer, de Vanguard	2075	795
Fauteuil en cuir ton tabac antique et cadre en bois, de Bradington Young	3689	VENDU
Canapé en cuir avec accents de bois travaillés Bradington Young	6759	3495
Canapé inclinable à dossier tourné, cuir moka, de Bradington Young	8995	3995



boutique évolution

Chaise à dossier cannelé, microfibre ton corail, pieds à pointe noirs	1389	729
---	------	------------

Meubles d'appoint et décoratifs, rustiques et décontractés

Tabouret de comptoir fini pin-miel antique, dossier en échelle	769	VENDU
Chaise bistro fini décoloré antique, garnitures noires, d'Italie	895	349
Table d'éclairage style provincial anglais, chêne foncé, avec tiroir	1139	495
Table-dînette ronde, incrustations pacanier et ronce de frêne, base métal	2499	1095
Armoire télé style antillais, fini noyer antique, portes à panneau osier	5459	1995
Armoire télé Directoire avec incrustations, fini cerisier pâle	4329	2249

Meubles d'appoint en acajou, cerisier, noyer et chêne

Chaise d'appoint Gibbard acajou foncé avec siège en tissu, de Sheraton	785	395
Table d'éclairage Chippendale, cerisier antique, avec tiroir, de Hekman	1689	695
Petite table à thé, fini cerisier antique, galerie en bois ajourée, de Sherrill	2735	795
Armoire télé en acajou clair, décorations néoclassiques peintes, de Jasper	6649	995
Armoire télé Queen Anne, fini cerisier moyen, pieds-de-biche	2969	1095
Buffet Gibbard en acajou foncé, galée laiton et pieds fuselés	3329	1595
Table de jeu ronde, acajou antique, dessus cuir estampé	4695	VENDU

Meubles d'appoint en fer forgé, laiton et métal

Petite table à base argent, dessus rond fini noyer, de Hickory White	1379	329
Fauteuil en métal fini étain, siège et dossier rotin et cerisier	975	489
Petite table fini bronze, dessus festonné et estampé	1515	495
Table à dessus en verre, bordure cuir, base en laiton/fer, de Drexel Heritage	2795	VENDU

Faites vite! Dernière semaine du solde d'anniversaire!

Chaise à dossier cannelé, microfibre ton corail, pieds à pointe noirs	1389	729
Fauteuil tissu Modernisme, garnitures cloutées, de Michael Weiss	1835	695
Cabaret espresso, fini acajou	2025	709
Fauteuil contemporain, cadre acajou foncé, imprimé moderne	1699	VENDU
Table d'éclairage ronde, tablette au bas, bordure rubanée, de Sligh	2025	845
Chaise d'appoint contemporaine italienne avec bâti en acajou foncé	2225	895
Fauteuil club microfibre, appui-bras courbés, pieds à roues devant	2325	995
Table-dînette carrée avec plateau en verre givré, fini rouille antique	3395	995
Lit à plateau (très grand), frêne clair, avec tables de chevet et tête en frêne foncé	4099	1495
Fauteuil club moderne, cuir rouge, pieds acier brossé	4249	1895
Armoire pour ordinateur en acajou avec poignées en acier inoxydable	4829	2415
Canapé en cuir noir, plaquettes d'accouder fini cerisier	7389	2695
Canapé en acajou foncé et cuir ton chocolat	4959	2775

Meubles d'appoint importés d'Espagne, d'Italie, du Portugal et d'Angleterre

Petite table octogonale sur piétement, d'Italie	1499	495
Jeu de 3 tables gigognes, fini moyen, pieds-de-biche, d'Italie	1549	675
Petite table octogonale, noyer antique, sur piétement, d'Espagne	2179	775
Table de chevet, en acajou, 2 tiroirs et tablette, du Portugal	2295	875
Bureau de chevet Louis XV, incrustations noyer nouveau, d'Italie	4479	1375
Table de chevet Louis XV, fini noyer ronçoux très incrusté, d'Italie	4895	1849
Table-dînette antique en noyer d'Italie	4495	2095
Armoire à devant festonné style vénitien, pieds-de-biche, d'Italie	9895	3495
Console d'entrée en noyer antique travaillé, dessus marbre	7795	3595

Visitez le magasin ou notre site internet pour la liste complète des articles du solde anniversaire.

French Accents de Drexel Heritage

Mobilier de salle à manger 11 pièces en cerisier antique comprenant 1 table rectangulaire avec 2 panneaux, 1 buffet et 1 étagère ajourée fini fer, 2 fauteuils à cadre en bois et tissu ton blé avec motifs coq et 6 chaises assorties.
Prix cour. 21 715 \$

Solde **10 859 \$**

Marrakech

Chambre à coucher marocaine de 5 morceaux au fini noyer antique comprenant 1 très grand lit à baldaquin en métal, 1 table de nuit avec une étagère à accès libre, 1 commode double, un miroir ovale en marqueterie et une grande armoire.
Prix cour. 12 465 \$

Solde **6 229 \$**

Chambre vénitienne

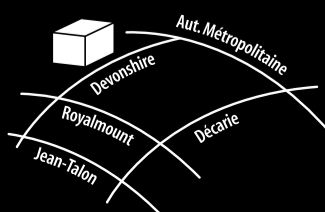
Chambre à coucher italienne provinciale de 5 pièces en noyer antique avec dorures et décorations noires comprenant 1 très grand lit à panneau, commode triple à l'avant bombé, 2 grandes tables de nuit et 1 grande armoire.
Prix cour. 37 439 \$

Solde **20 589 \$**

Les Meubles Fraser

8300, rue Devonshire, Montréal
514 342-0050
www.meublesfraser.com

Ouvert exceptionnellement le dimanche de midi à 17h!



Des meubles sans pareil!®

421 333 \$ pour La Société de recherche sur le cancer

Classique
14^e annuelle de golf

Rita Steinberg Goldfarb

Dans le cadre de la 14^e Classique annuelle de golf Rita Steinberg Goldfarb, La Société de recherche sur le cancer a amassé 421 333 \$. Tenu le 20 août dernier au prestigieux club de golf Elm Ridge de l'Île-Bizard, cet événement contribuera à l'avancement de la recherche fondamentale à travers le pays. Ce succès a été rendu possible grâce aux généreuses contributions de nombreux commanditaires, partenaires et bénévoles. Merci à tous !



Robert Goldfarb, président d'honneur de l'événement, remet un chèque de 421 333 \$ à Gilles Léveillé, directeur général de La Société de recherche sur le cancer et à Mario Chevrette, président de La Société. De gauche à droite: Denis Gagné, animateur de la soirée et porte-parole du Fonds Environnement-Cancer, Robert Goldfarb, Mario Chevrette et Gilles Léveillé.



De gauche à droite: Richard Béliveau, sommité dans le domaine du cancer et invité d'honneur. Steve MacLean, astronaute canadien et invité d'honneur.

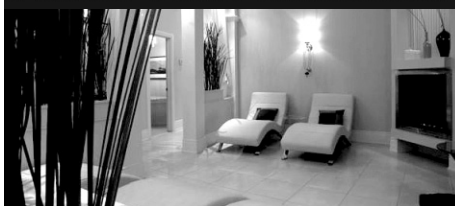


Plus de 300 personnes ont pu assister à un concert offert gracieusement par la jeune chanteuse Nikki Yanofsky. Cette étoile montante du jazz donnera un spectacle le 11 octobre 2007, au Théâtre Maisonneuve de la Place des Arts.



Ce montant s'ajoute aux sommes qui permettront de verser près de 7 millions de dollars cette année à une centaine d'équipe de chercheurs. La Société de recherche sur le cancer est un organisme sans but lucratif dont la mission est de financer exclusivement la recherche fondamentale sur le cancer et d'offrir des subventions de démarrage aux idées originales. En 2006, La Société a lancé son Fonds Environnement-Cancer qui étudie les interrelations entre le développement de certains types de cancer et l'exposition à des cancérigènes présents dans les divers environnements où nous vivons et travaillons.

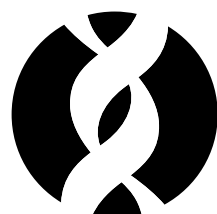
Faites-vous dorloter...



Cette année encore dans le cadre de l'événement, une vingtaine de femmes ont pu suivre une clinique de golf et se faire dorloter dans un spa. Tous les traitements étaient offerts par Aqua Spa Lyne Giroux et ISHI Cosmétiques avec sa gamme de produits de vinothérapie et chocolathérapie.

MERCI ÉGALEMENT À :

- | | |
|----------------------------------|---------------------------------------|
| A. Lassonde inc. | Groupe Dufour |
| Bankers | Gryphon Golf |
| BMO / Carte | Importations Agrovino |
| MasterCard Mosaik | L'aKademie Action-Type/Olivier Edmond |
| CBS Affichage | La Sirène de la mer |
| Club de golf Elm Ridge | L'Uomo Montréal |
| Daito Golf | Mabe Canada inc. |
| Destination Centre-ville | Molson |
| Equita | Orchestre symphonique de Montréal |
| Germain Gratton, artiste peintre | SÉPAQ |
| Greg Norman | Solotech |
| Groupe Trium | |



La Société de recherche sur le cancer

Parce que la nature n'est pas parfaite

COMMANDITAIRES MAJEURS

Beauchemin Communication Marketing
Cinéma Guzzo
La Fondation Rita-Steinberg-Goldfarb Challenge

COMMANDITAIRES DE PRESTIGE

ScotiaMcLeod
Selco

COMMANDITAIRES PLATINE

Aqua Spa Lyne Giroux
Banque Nationale du Canada
Barton-Cotton Sales Corporation
Bell
Caisse de bienfaisance des employés et retraités du CN
Caisse d'économie des Pompiers, des Cols bleus et des Cols blancs
Financière Liberté 55, une division de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie
Fondation de la famille Evelyn Steinberg Alexander
ISHI Cosmétiques
Journal Métro
Power Corporation
Proxim
ScotiaMcLeod Capital Branch

DONATEURS OR

Alix Toyota
Capilia
Centrale des syndicats du Québec
CIBC Wood Gundy
Citadel Group of Funds
CNW Telbec
Enseicom
FideliSoft
GGA Gestion GroupAssurance
Jarislowsky Fraser
Schwartz Levitsky Feldman
SSQ Groupe financier - Assurance collective
Spiegel Sohmer
Station Mont Tremblant
Wow Wee Group

JOIGNEZ-VOUS À NOUS POUR LA 15^e ÉDITION DE LA CLASSIQUE ANNUELLE DE GOLF RITA STEINBERG GOLDFARB

Le 25 août 2008
Pour plus d'information, composez le
514 861-9227, poste 270
ebosina@src-crs.ca

Pour faire un don :

1 866 343-2262

www.recherchecancer.ca

Merci d'aider nos chercheurs à trouver.

Les structures privées sous la loupe de la Ville

SÉBASTIEN RODRIGUE

La Ville de Montréal lance une ronde d'inspection de toutes les structures privées comme celle reposant sous le boulevard De Maisonneuve et responsable de la fermeture d'une partie du centre-ville et de la ligne verte du métro en raison d'une importante fissure, la fin de semaine dernière.

Le maire Gérald Tremblay a annoncé une nouvelle procédure d'« inspection périodique » des structures souterraines privées. Montréal a répertorié 61 structures du genre appartenant à 45 propriétaires et s'étendant sur une superficie de 25 000 m². « Notre priorité est de changer la perception à l'endroit des infrastructures », a laissé entendre le maire.

Programme d'inspection

Jusqu'à maintenant, la Ville se contentait de maintenir un inventaire de ces structures. Montréal veut maintenant savoir comment les portions souterraines privées sont entretenues et quel est leur état. « Nous demandons aux propriétaires d'instaurer un programme d'inspection périodique réalisé par du personnel qualifié », a indiqué M. Tremblay. La Ville maintiendra ensuite un registre de l'état de ces infrastructures privées.

Le maire de Montréal s'est dit surpris de l'absence de procédures d'inspection à la Ville. « Le constat est brutal – je le reconnais; par contre, je suis tourné vers l'avenir –; avec cet événement nous avons été chanceux », a-t-il ajouté. Le maire Tremblay a aussi rappelé que l'entretien des structures privées est sous la responsabilité des propriétaires, selon la législation provinciale.

Il a été impossible de savoir quand seront connus les résultats des premières inspections. La Ville n'est pas en mesure de déterminer, pour l'instant, si les propriétaires disposent d'informations fraîches sous la main. La Ville espère tout de même que les propriétaires acceptent de collaborer.

Le maire de Montréal a aussi continué de réclamer des sommes supplémentaires aux gouvernements fédéral et provincial pour financer la rénovation des infrastructures urbaines. Gérald Tremblay s'est d'ailleurs montré satisfait des récentes déclarations du premier ministre Jean Charest en faveur d'une augmentation du financement des infrastructures.

Chantier complexe

Par ailleurs, les travaux d'expertises de la dalle de béton du boulevard De Maisonneuve se poursuivent et devraient se terminer d'ici deux ou trois semaines. La Ville connaîtra alors l'ampleur des travaux de réparation. Yves Provost, directeur général responsable des infrastructures, transport et environnement, prévient toutefois qu'il s'agira d'un chantier complexe en raison de la ligne de métro à proximité et de la présence de nombreux commerces. M. Provost prévoit que les travaux commenceront d'ici la fin de l'année au plus tôt.

Le maire Tremblay prend le contrôle du centre-ville

TREMBLAY

suite de la page A1

« Je pense que si le maire est responsable de tous les maux, alors c'est bien et je l'assume, mais partant de là, il faut des résultats et je veux que les dossiers soient réalisés le plus vite possible », a-t-il dit.

Cet été, le patron de Juste pour rire, Gilbert Rozon, avait lancé un pavé dans la mare en accusant Gérald Tremblay de manquer de leadership et de mettre des bâtons dans les roues des promoteurs. Parmi la garde rapprochée de Gérald Tremblay, Benoit Labonté était soupçonné d'avoir cautionné cette sortie.

Le maire de Montréal a fait cette annonce durant une conférence de presse hier après-midi pour annoncer l'inspection de structures souterraines privées. Benoit Labonté a été prévenu le matin même vers 8h, tout juste avant le début de la séance hebdomadaire du comité exécutif.

Benoit Labonté conserve néanmoins son siège au comité exécutif où il continuera de s'occuper de la culture, du design et du patrimoine. Le maire de l'arrondissement de Ville-Marie n'a pas voulu accorder d'entrevue. Son porte-parole a indiqué qu'il « respectait » la décision du maire. M.



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE ©

Benoit Labonté conserve son siège au comité exécutif où il continuera de s'occuper de la culture, du design et du patrimoine.

Labonté brillait néanmoins par son absence lors de la conférence de presse.

Selon des sources bien informées, le maire de l'arrondissement de Ville-Marie s'attendait à subir une rétrogradation en raison de divergences politi-

ques. Son empressement pour accélérer la réalisation du projet du Quartier des spectacles avait dérangé au sein de l'administration Tremblay-Zampino, a-t-on appris. Le maire Tremblay souhaitait aussi mener de front les dossiers du Quartier des

spectacles et de la Société du Havre dans le but d'y laisser son empreinte.

Le maire Tremblay a tout de même évité hier de critiquer Benoit Labonté. « Je ne porte pas de jugement, je dis simplement que l'on s'est fixé des objectifs ambitieux mais que je considère réalistes et que ça prend la complicité de l'arrondissement de la ville-centre », a-t-il expliqué. Gérald Tremblay fait valoir que ces dossiers ne concernent pas seulement un seul arrondissement, mais l'ensemble de la ville.

Gérald Tremblay a donc précisé qu'il comptait désormais piloter les dossiers majeurs comme celui de la Société du Havre, du Quartier des spectacles, des hôpitaux universitaires, de Griffintown, et de la rue Notre-Dame, entre autres. Il estime que le maire doit être responsable du centre-ville étant donné l'importance de ces projets. « On est rendu à un point où il faut concentrer toute la réalisation de ces dossiers pour qu'on puisse le faire le plus rapidement possible », a-t-il déclaré.

Gérald Tremblay participe d'ailleurs cet après-midi à l'annonce d'un investissement du gouvernement du Québec dans la Société du Havre en présence du ministre responsable de la région de Montréal, Raymond Bachand.



La télé HD sans ExpressVu, c'est comme Spock sans le capitaine Kirk.



Profitez de l'expérience haute définition la plus complète, seulement avec le service ExpressVu^{MC} de Bell.

En vous offrant la meilleure qualité d'image¹, le plus grand nombre de canaux HD et le récepteur vidéo personnel HD doté de la plus grande capacité d'enregistrement, le service ExpressVu vous permet de profiter pleinement de la télé HD. Mieux encore, abonnez-vous maintenant et recevez un crédit de 100 \$.

Économisez
100\$²

sur n'importe quel forfait de programmation ou récepteur ExpressVu

En prime: obtenez 10 \$ de crédit Télé à la carte³



Regroupez vos services de Bell et économisez jusqu'à 20 \$/mois. Chaque mois⁴

LES 5 PLUS IMPORTANTES STRUCTURES SOUTERRAINES DE MONTRÉAL

Promenades de la cathédrale: 6114,3 m²

Structure en tréfonds rues Mansfield, De La Gauchetière et de La Cathédrale: 2749,4 m²

Garage des cours Le Royer: 2449,9 m²

Les cours Mont-Royal: 1961 m²

Extension du magasin La Baie: 1140 m²

3496285A

3496289

1 87 SOUCOUBE bell.ca



Offert dans les magasins Bell et chez les détaillants suivants:



L'offre prend fin le 30 septembre 2007. Service offert aux clients résidentiels, là où l'accès et la visibilité directe le permettent. Une pièce d'identité avec photo valide et une préautorisation sur une carte de crédit ou par prélèvement bancaire sont requises pour activer un système. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Modifiable sans préavis et ne peut être combiné avec aucune autre offre, à moins d'indication contraire. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. (1) Selon une étude menée auprès des consommateurs par un tiers indépendant et portant sur les fournisseurs nationaux de télé satellite. (2) Réservez avec un nouveau compte dans le cadre d'un contrat de 2 ans. Avec le forfait Tout-en-un, le client doit acheter une trousse, l'enregistrer entre le 13 juillet et le 30 septembre 2007, et activer le système dans les 60 jours suivants; le crédit de 50 \$ pour la trousse numérique et de 100 \$ pour la trousse HD est alors appliqué sur le compte, avant les taxes. Avec l'achat du système, le client doit acheter le système avant le 30 septembre 2007 et l'activer dans les 60 jours suivants. Remis sous forme de crédit mensuel de 10 \$ sur le compte pendant 10 mois, avant les taxes. (3) Remis sous forme de crédit sur le compte, avant les taxes. Valable pendant 60 jours après l'activation du système et peut être appliqué à tout film ou événement sur Venus ou Vu. (4) Le Forfait est réservé aux clients qui sont abonnés à au moins deux services parmi l'Interurbain, Internet, la télé numérique ou le sans fil (mensuel) dont un avec un forfait sélectionné. Une durée de contrat min. de 1 an avec un nouvel abonnement. Des frais uniques de 15 \$ s'appliquent sauf avec le passage à une catégorie de forfait supérieure ou un nouvel abonnement. Inscription gratuite à la Facture unique requise. Le rabais du Forfait ne peut être combiné à aucune autre offre et Bell peut y mettre fin avec un préavis de 30 jours. Il n'est pas nécessaire d'être abonné au service local ou à d'autres services tarifés de Bell Canada. Le rabais du Forfait de Bell est appliqué sur chaque service éligible sous la forme d'un crédit sur le compte, avant les taxes suivant l'expiration de tout rabais ou tarif promotionnel applicable; prévoir de 6 à 8 semaines. Le rabais du Forfait de Bell est appliqué suivant l'expiration de toute promotion. D'autres conditions s'appliquent. Visitez bell.ca/forfaitdebell pour les détails. ExpressVu est une marque de commerce de Bell ExpressVu, s.e.c.

SUITE DE LA UNE

CHUM : l'un des trois services d'urgences pourrait fermer

CHUM

suite de la page A1

Personne ne veut arriver à cette solution ultime, dit-on. Mais si rien ne change, les médecins ne seront plus en mesure de combler tous les quarts de travail. Ils craignent donc de ne plus être en mesure d'assurer une bonne qualité de soins pour leurs patients. Une lettre officielle en ce sens sera acheminée dans les prochains jours à la direction.

Aucune décision n'a été prise. Mais déjà, la rumeur circule que ce sont les urgences de Saint-Luc qui pourraient fermer. Le personnel est inquiet.

Le président du comité des usagers du CHUM, Jean-Marie Dumesnil, a eu vent de cette possibilité. Il a même fait part de son inquiétude à la direction générale concernant la pénurie de médecins.

«Il est prématuré de parler de fermeture. Mais ce que nous demandons à la direction, c'est de prendre tous les moyens pour trouver des solutions à la situation. Il faut s'assurer que les effectifs médicaux soient disponibles sur les trois quarts de travail, dans les trois urgences», déclare M. Dumesnil.

Le CHUM ne peut pas se permettre de fermer l'un de ses services d'urgences. Ce serait catastrophique de fermer Saint-Luc, d'autant plus que Notre-Dame et l'Hôtel-Dieu sont déjà saturés, ajoute le président du comité des usagers.

La direction générale du CHUM est bien au fait du problème de pénurie de médecins, affirme la porte-parole de l'établissement, Nathalie Forgues.

«Il y a effectivement eu des discussions sur le manque d'effectifs de la part des médecins. La haute direction est très au courant de la situation, mais il n'y a pas

de décision qui a été prise.» En raison du statut universitaire du CHUM, les médecins s'occupent non seulement de tâches cliniques – c'est-à-dire de soins aux patients – mais aussi d'enseignement et de recherche. Ces deux dernières missions écopent parce les médecins sont débordés.

La lenteur avec laquelle se réalise le projet de construction du nouveau CHUM en décourage aussi plusieurs. Les médecins doivent se promener dans les trois hôpitaux, ajoutant à la lourdeur de la tâche.

Des quarts de travail sont vacants pour les prochains mois. «On a toujours réussi à se maintenir à flot, mais à partir de l'automne, on ne sera plus capable. Il y a des médecins qui ont lancé un cri d'alarme. S'il n'y a pas d'aide majeure, certains vont quitter», affirme un médecin.

La réunion de lundi soir à d'ailleurs été chargée d'émotion. Les médecins sont au bout du rouleau et sont inquiets de ne pas être en mesure d'assurer la sécurité de leurs patients.

La bonne volonté ne cache pas la fatigue. Plusieurs travaillent plusieurs nuits d'affilée pour remplacer les collègues absents. À Saint-Luc, la clientèle souvent toxicomane et agressive complique la situation.

Plusieurs médecins ont quitté au cours des dernières années, soit pour la retraite, un congé ou des lieux meilleurs. La situation est problématique à Saint-Luc où il ne reste que 11 médecins pour assurer le service aux urgences, dont seulement deux à temps plein.

Le problème d'effectif est source de casse-tête dans tous les hôpitaux. Le CHUM est en constant recrutement. «Nous avons réussi à attirer de nouveaux médecins, mais ce n'est pas encore assez», constate Nathalie Forgues.

EN BREF

Mort de Laura Gainey : une enquête examinée

À la demande de la famille de Laura Gainey, une agence canadienne se penche sur l'enquête de sécurité menée sur la mort de la jeune femme, emportée par une vague alors qu'elle se trouvait sur le pont du voilier *Picton Castle*, l'an dernier. Le rapport a été préparé par un comité des îles Cook, dans le Pacifique, où est enregistré le navire. Âgée de

25 ans, Laura Gainey, fille de Bob Gainey, directeur général du Club de hockey Canadien de Montréal, était à bord du *Picton Castle*, le 8 décembre dernier, quand elle a été balayée par une vague à environ 900 kilomètres au sud-est de Cape Cod. «Nous avons requis (...) une copie de la version préliminaire du rapport. C'est normal en vertu des protocoles internationaux, et ils nous ont fournis une copie», a affirmé hier Ken Potter, responsable de la sécurité maritime au sein du Bureau de la sécurité des transports du Canada.

- La Presse Canadienne

Faites votre choix parmi une VASTE collection d'habits de designers pour hommes d'affaires!

Avant-première de la collection d'habits de l'automne 2007!

HABITS POUR HOMMES D'AFFAIRES

2 habits pour 250\$
ou 149.99\$ chacun

HABITS 100% LAINE

2 habits pour 295\$
ou 179.99\$ chacun

HABITS 100% LAINE SUPER 120

2 habits pour 395\$
ou 249.99\$ chacunHABITS DE LAINE DE QUALITÉ SUPÉRIEURE
super 130 & 1402 habits pour 495\$
ou 299.99\$ chacun

*Nous déduisons l'équivalent de la TPS & TVQ sur tout achat d'habits à "2 pour" sur présentation de cette annonce. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion en vigueur. Cette offre expire à la fermeture des magasins le samedi 1er septembre 2007.

LES AILES DE LA MODE

AILES
LES AILES DE LA MODE

Offre d'une durée limitée

AUCUNE TAXE À PAYER! **

Modèles à 2 ou 3 boutons, avec fentes simples ou doubles. Disponibles dans le court, régulier et long.

Veste doublée
de fourrure
39⁹⁹\$UN APERÇU
DE L'AUTOMNECol roulé sans
manche
15⁰⁰\$Jeans
29⁹⁹\$AILES
LES AILES DE LA MODECentre-ville
MONTRÉAL
514-282-4537Place
Sainte-Foy
SAINTE-FOY
418-652-4537Mail
Champlain
BROSSARD
450-672-4537Carrefour
Laval
LAVAL
450-682-4537

SHARKS LIQUIDATION DE LA RENTRÉE

De 20% à 70%

Wakeboards, skis nautiques, accessoires nautiques, planches à neige, fixations, vêtements d'hiver, Collection printemps-été, sandales, souliers, sacs à dos

313, boul. Cartier, Laval 450-663-5543 2 km à l'est de la sortie 7, aut.

MONTGUIT
LE SAMEDICE SAMEDI
DANS LA PRESSELES
CABANES
DANS LES
ARBRESNe manquez pas
LA RENTRÉE
TÉLÉ

**Faites vite,
c'est votre dernière
chance de profiter
des journées remise
de taxes IKEA!**

**Dépêchez-vous, c'est demain
la dernière journée
pour épargner l'équivalent
des taxes sur vos achats.*
L'offre se termine le 31 août.**

www.fr.IKEA.ca



Si bien chez soi

ACTUALITÉS

Matticks toujours à risque

ANDRÉ CÉDILOT

Hébergé depuis un an dans une maison de transition, l'ancien vérificateur de conteneurs du port de Montréal, Donald Matticks, travaille fort et s'occupe de sa famille, mais il demeure «un risque de récidive».

Prudente, la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) a décidé de prolonger sa semi-liberté pour une période de six mois. D'autant plus, indiquent les commissaires Odette Gravel Dunberry et Pierre Cadieux, que Matticks, 43 ans, doit encore compléter un programme de réinsertion sociale.

À moins d'un faux pas, Matticks

devrait recouvrer la liberté au début de la prochaine année. Jusqu'à nouvel ordre, il ne peut communiquer avec son père, Gerald, emprisonné depuis cinq ans pour son rôle clé dans l'importation de 265 kg de cocaïne et 31,1 tonnes de haschisch pour le compte du gang de l'Ouest et des Hells Angels, entre janvier 1998 et février 2001. Il purge une peine de 12 ans de pénitencier depuis août 2002. Grâce à sa position cruciale dans le port, Donald Matticks, pouvait suivre à la trace le déplacement des conteneurs remplis de drogue. Il informait son père et ses principaux associés de tout ce qui se passait afin qu'ils puissent récupérer la précieuse marchandise sans encombre. Bref, si son père était la «porte

d'entrée» du gang de l'Ouest dans le port de Montréal, son fils en était la clef. En trois ans, il a admis avoir touché «entre 80 000 et 125 000\$» pour ses services. C'est la défection de deux membres du gang qui a permis à la police de mettre fin à ce petit manège, en 2002.

Père de quatre enfants issus de deux unions, Donald Matticks travaillait dans le port de Montréal depuis 1989. Condamné à huit ans de pénitencier le 17 janvier 2005, il est sorti au sixième de sa peine, le 20 mai 2006. Il est associé dans une entreprise de transport et d'entreposage de vêtements. En tout, si tout se déroule comme prévu, il sera resté 16 mois derrière les barreaux et 18 mois en maison de transition.

Mailloux veut citer le Dr Yves Lamontagne

LE NOUVELLISTE

Difficile de s'ennuyer au procès du Dr Pierre Mailloux. Voilà que son avocat, M^e Max Stanley Bazin, a annoncé hier matin qu'il entendait faire témoigner le président du Collège des médecins, le Dr Yves Lamontagne, sur ses prestations artistiques au Casino de Montréal. «Je vais le citer à comparaître dans la mesure où il interprète Elvis Presley, un chanteur dont la vie allait à l'encontre des bonnes mœurs et qui consommait de la drogue. S'il est permis au président du Collège de personnifier Elvis dans un lieu de vices comme le

Casino, je ne verrais pas pourquoi le Dr Mailloux ne pourrait pas interpréter lui aussi un personnage.»

Le débat opposant le Collège des médecins au psychiatre a encore porté, hier, sur la personnalité artistique du Dr Mailloux. La défense prétend que lors de son passage à *Tout le monde en parle* où il avait tenu des propos jugés racistes ou encore, lors de son apparition dans les *Bougon*, le «Doc Mailloux» agissait comme artiste et non comme médecin. La journée a de nouveau donné lieu à plusieurs prises de bec entre les parties, obligeant le président du tribunal M^e François D. Samson à intervenir pour ramener l'ordre.

Suspension du jugement sur la loi 104

Décision imminente de la Cour d'appel

CHRISTIANE DESJARDINS

Le juge de la Cour d'appel André Rochon devrait faire savoir ce matin s'il suspend l'exécution du jugement rendu la semaine dernière par ses collègues, en matière de langue d'enseignement.

Hier, M^e Benoît Belleau, avocat du Procureur général du Québec, a plaidé pour le sursis d'exécution, jusqu'à ce que la Cour suprême fasse valoir son point de vue dans cette affaire. M^e Brent Tyler, ancien président d'Alliance Québec, a pour sa part demandé au juge Rochon que le jugement soit appliqué tout de suite pour les 53 clients qu'il a représentés dans cette bataille, qui dure depuis cinq ans. Après avoir gagné, ils devraient en bénéficier. C'est pour eux qu'ils ont travaillé. Les autres devront attendre», de commenter M^e Tyler.

Rappelons que le jugement de la semaine dernière déclare inconstitutionnelle la loi 104, qui avait été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en 2002, afin de colmater une brèche de la loi 101. Cette brèche permettait aux élèves de fréquenter une école anglaise publique, après avoir fréquenté une école anglaise privée non subventionnée. Du coup, leurs frères et sœurs, de même que leurs enfants, obtenaient le même privilège.

Avant l'adoption de la loi 104, de plus en plus d'enfants utilisaient cette passerelle pour obtenir l'accès à l'école publique anglaise. Selon les arguments de M^e Belleau, depuis la semaine dernière, dans la foulée du jugement de la Cour d'appel, une quarantaine d'élèves auraient déjà demandé des certificats pour accéder à l'école publique anglaise, ce qui laisse craindre une avalanche de demandes si le sursis n'est pas accordé.

Le juge Rochon avait une journée extrêmement chargée hier, mais il a indiqué qu'il était conscient de l'urgence, vu la rentrée scolaire, et qu'il ferait son possible pour rendre une courte décision écrite ce matin.

UN BON COUP
POUR L'ENVIRONNEMENT
DE NOS ENFANTS!



merci

Vous avez été nombreux à donner
une deuxième vie à vos vieilles balles de tennis.

Grâce à votre générosité, 47 563 balles de tennis usagées ont été
récupérées lors de notre campagne de récupération de balles tenue
dans nos succursales et lors de la Coupe Rogers à Montréal.

Toutes les balles recueillies seront distribuées dans les écoles du
Québec afin d'être placées sous les pattes de chaises des élèves pour
réduire le bruit en classe et ainsi favoriser un meilleur climat
d'apprentissage aux enfants.

Bonne rentrée et à l'an prochain !

 BANQUE
NATIONALE

 LES
SPORTS
PLONGEZ DANS L'ACTION
Tous les jours dans LA PRESSE



DERNIÈRE CHANCE

La Fondation du Centre des sciences de Montréal présente

Gunther von Hagens

LE MONDE DU CORPS 2

L'anatomie révélée à travers de véritables corps humains

HEURES D'OUVERTURE PROLONGÉES JUSQU'À 23 H*
les jeudis, vendredis et samedis

Achetez vos billets au centredessciencesdemontreal.com

*La billetterie ferme ses portes à 21 h 30.

www.bodyworlds.com



Un policier poursuit une psychologue

Il lui réclame 300 000 \$ pour l'avoir fait passer pour un « abuseur »

CHRISTIANE DESJARDINS

Un policier de la GRC, Jean-Yves Lemoine, vient d'intenter une poursuite de 300 000 \$ contre une psychologue clinicienne spécialisée en « relations de couple », Francesca Sicuro, qui aurait envoyé une lettre dévastatrice à son sujet à ses patrons, sans jamais l'avoir rencontré.

Cette affaire inusitée à tout point de vue a pour toile de fond l'éternel triangle amoureux qui implique, dans le cas présent, M. Lemoine, un policier qui relevait de lui, ainsi que la femme de celui-ci. En clair, M. Lemoine, 43 ans, a eu une aventure amoureuse d'une durée de quelques mois (fin 2004 et début 2005) avec la femme d'un subalterne, qu'il nous est interdit d'identifier. L'aventure extraconjugale a fini par être découverte, ce qui a anéanti le subalterne. Ce dernier et sa femme ont consulté la psychologue Francesca Sicuro à partir du 5 mai 2005, vraisemblablement pour sauver leur couple. Parallèlement, une plainte interne a été portée contre M. Lemoine auprès de la GRC. Or, dans une lettre datée du 10 mars 2006 et qu'elle a fait parvenir à la GRC, la psychologue signale que le couple qui la consulte était en grave dépression quand les consultations ont commencé, et elle condamne sans détour M. Lemoine, qu'elle n'a jamais rencontré et dont le procès en déontologie n'a pourtant pas encore eu lieu. La psychologue accuse M. Lemoine « d'avoir abusé sexuellement la femme, ainsi que sa fille de 14 ans. Elle l'accuse aussi d'abus de pouvoir et abus de confiance », fait valoir la poursuite déposée par M. Lemoine en Cour supérieure.

« Un homme dangereux... »

Dans la lettre litigieuse que la psychologue aurait envoyée à la GRC, et qui est jointe aux documents de la poursuite, on peut lire notamment: « Dans la situation présente, il y a abuseur et victimes dans vos propres rangs... Concernant l'abuseur, il semblerait que ce M. Jean-Yves Lemoine (sic) soit un homme dangereux, à risque de récidive d'abus comme le sont les personnalités à profil narcissique psychopathique. Il serait alors très indiqué que le patron de M... (le subalterne), soit M. Jean-Yves Lemoine (sic), ne puisse pas répéter ces types d'abus de pouvoir, d'abus de confiance, et abus sexuels graves avec d'autres personnes à sa charge en tant que patron... »

Moins d'un mois plus tard, soit le 6 avril 2006, M. Lemoine était suspendu avec salaire, en attendant que son procès en déontologie ait lieu. Lui-même n'apprendra l'existence de cette lettre qu'en août 2006. Quoi qu'il en soit, dans la foulée de cette déroutante affaire, on l'accuse d'avoir contrevenu à son code de déontologie en s'engageant dans une conduite scandaleuse. Plus précisément, on lui reproche de s'être fait passer pour un clairvoyant auprès de la femme de son subalterne, pour qu'elle lui tombe dans les bras. Pour ce faire, il aurait utilisé des confidences que

son subalterne lui avait faites à propos de sa femme, soit qu'elle avait été agressée sexuellement dans son enfance, ce qui la rendait fragile.

On reproche aussi à M. Lemoine d'avoir abusé de son statut de supérieur. Le subalterne prétend que Lemoine l'envoyait en mission ou suivre des cours à l'extérieur, dans le but de se retrouver seul avec sa femme. Lemoine aurait également utilisé son téléphone cellulaire de la GRC pour appeler la femme à l'occasion.

Le procès de M. Lemoine devant le Comité d'arbitrage de la GRC, à Cornwall, a commencé en février dernier, et s'est étalé sur plusieurs jours déjà. Il doit recommencer en septembre prochain, a indiqué

le porte-parole de la GRC, Luc Bessette. Il est à noter qu'aucune accusation criminelle n'a jamais été portée contre M. Lemoine, qui est entré à la GRC en 1988, et qui est inspecteur depuis novembre 2001. Au moment de sa suspension, il était l'officier responsable du détachement Cornwall-Valleyfield. M. Bessette ne pouvait donner aucun renseignement sur le subalterne impliqué dans cette affaire.

En ce qui concerne la psychologue, il n'y a pas de plainte contre elle à l'Ordre des psychologues du Québec, a indiqué sa présidente, Rose-Marie Charest. Elle ne pouvait toutefois dire si une demande d'enquête était en cours, car il s'agit d'information confidentielle.



PHOTO RYAN PFEIFFER POUR LE CORNWALL STANDARD-FREEHOLDER

Le policier de la GRC Jean-Yves Lemoine poursuit une psychologue qu'il accuse de lui avoir causé grand tort, dans la foulée d'une déroutante affaire de triangle amoureux.

Dansez sans vous quitter des yeux.

Écoutez de la musique et regardez-vous dans le MOTOKRZR^{MC}.



LG Chocolate à rabat
79,99\$*
(avec une entente de service de 3 ans)



MOTOKRZR^{MC}
129,99\$†
(avec une entente de service de 3 ans)



Samsung M620
179,99\$
(avec une entente de service de 3 ans)

Téléchargez instantanément des chansons du répertoire de TELUS Musique sans fil^{MO}. DE PLUS, obtenez une carte mémoire de 1 Go GRATUITE** pour télécharger votre propre répertoire musical.

TELUS
le futur est simple^{MO}

BOUTIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS MONTRÉAL

- Carrefour Angrignon
- Centre commercial Le Boulevard
- Centre Domaine
- Centre Eaton
- Centre Rockland
- Centre Riocan Kirkland
- Complexe Desjardins
- Fairview Pointe-Claire
- Galerias d'Anjou
- Galerias Lachine
- Les Jardins Dorval
- Mail Cavendish
- Place Alexis Nihon
- Place Versailles
- Place Vertu
- 5554, av. de Monkland
- 950, rue Sainte-Catherine Ouest
- 4202, rue Saint-Denis
- 6146, boul. Henri-Bourassa Est
- Action Télécom Inc.
- 1531, rue Notre-Dame Ouest
- Communications MOBILENET inc.
- 5165, ch. Queen-Mary, local GR-2
- Communications Métropolitaine
- 8780, boul. Saint-Laurent, local 1
- Instant Page
- 1682, av. Mont-Royal Est
- Globe Mobilité
- 6652, rue Saint-Hubert

Dollard-des-Ormeaux

- La Zone SCP
- 3349B, boul. des Sources

LaSalle

- Cellulaire Plus
- 7575, boul. Newman

Saint-Laurent

- PC Page Communications Inc.
- 3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville

- Digital Radio Communication Inc.
- 9, boul. de la Seigneurie, local 7

Boisbriand

- 2400, boul. du Faubourg
- (dans le Home Depot)

Lachenaie

- aut. 40/aut. 640

Laval

- Carrefour Laval
- Centre Laval
- Laval Est (aut. 19/aut. 440)
- Contact Com D.L. Communications
- 1521, autoroute 440 Ouest
- Digital Radio Communication inc.
- Méga-centre Notre-Dame
- 2304, autoroute 13 Sud
- Proxi Telecom Inc.
- 1662, boul. Saint-Martin Ouest
- Raytech Électronique
- 1451, boul. des Laurentides
- SRAD Communications Inc.
- 2995, boul. Dagenais, local D

Mascouche

- Méga-centre Mascouche
- 117, Montée Masson

Repentigny

- Galerias Rive Nord
- Technicomm
- 346, rue Notre-Dame, local C

Rosemère

- Place Rosemère
- Contact Com. D.L. Communications
- 259, boul. Labelle, local 102

Saint-Jérôme

- Carrefour du Nord

Terrebonne

- Galerias de Terrebonne
- SRAD Communications Inc.
- 2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe

- Cellulaire Plus
- Galerias Saint-Hyacinthe
- 3200, boul. Laframboise

Sorel

- Promenades de Sorel

Victoriaville

- La Grande Place des Bois-Francis

RIVE-SUD

- Mail Champlain
- Place Longueuil
- Promenades Saint-Bruno

Belœil

- Cellulaire Plus
- 559, boul. Laurier

Boucherville

- Complexe 20-20
- Verscell Communications
- 20-T, boul. de Mortagne

Brossard

- Quartier DIX30
- 9380, boul. Leduc

Candiac

- D2 Technologie Inc.
- 69, ch. Saint-François-Xavier

Saint-Constant

- 490, Voie de la desserte
- (dans le Home Depot)

PRÉCISIONS

Une erreur s'est glissée dans notre texte « Chasse à l'homme mortelle », paru hier matin en page A10. Il aurait fallu lire que l'homme abattu par la police a braqué son arme sur les agents après avoir été pris en chasse durant une trentaine de minutes, et non pas que l'homme a braqué son arme sur les policiers durant une trentaine de minutes. Nos excuses.

La pharmacienne va bien

Par ailleurs, une erreur s'est malencontreusement glissée dans le titre d'un texte paru hier au sujet de la pharmacienne Marie-Josée Caron, attaquée chez elle le 1^{er} juillet dernier, par Roger Grenier. Le titre laissait supposer que M^{me} Caron était décédée, alors qu'en lisant le texte, on constatait qu'elle s'était remise de ses blessures. C'est heureusement cette dernière information qui est la bonne. Nos excuses.

Pour en savoir davantage, passez nous voir à une boutique TELUS, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands ou appelez au 1-866-264-2966. Tous les détails à telusmobilité.com

FUTURE SHOP

AVIS DE CORRECTION
Le prix promotionnel du produit en vente INCASE CANVAS VERTICAL SLING (OLIVE) 10092303 aurait dû être 39,99\$ au lieu de 29,99\$. Nous sommes désolés de tous les inconvénients que cette situation aurait pu causer à notre distinguée clientèle.

FUTURE SHOP

Best Buy

Best Buy

Dominion

Brascan

WAL-MART

Zellers

Offre valable avec nouvelles mises en service seulement. Le prix net des sans-fil est en vigueur à la signature d'une entente de service de 3 ans après rabais obtenu en magasin ou crédit porté au compte et affiché sur votre prochain relevé mensuel de TELUS. Le prix et la disponibilité des appareils peuvent varier. Les prix peuvent être modifiés sans préavis. * Offre valable jusqu'au 3 septembre 2007. † Offre valable jusqu'au 30 septembre 2007. ‡ Les téléchargements de musique sont offerts avec certains appareils seulement dans nos zones de couverture sans fil haute vitesse (EVDO) et numérique 1X. ** Offre valable jusqu'au 30 septembre 2007 avec nouvelles mises en service seulement à la signature d'une entente de service de 3 ans. Les clients qui achètent un Samsung M620, un MOTOKRZR ou un LG Chocolate à rabat recevront gratuitement une carte mémoire de 1 Go (une valeur de 24,99\$). Offre valable aux emplacements participants. Jusqu'à épuisement des stocks. © 2007 TELUS.

Événement vidéo de la LONGUE FIN DE SEMAINE



HDR-CX7

- Léger et compact
- Haute Définition 1080i (format AVCHD)
- Super SteadyShot, Photos de 6,1 mégapixels
- Capteur CMOS 1/2,9" ClearVid
- Objectif Carl Zeiss Vario-Sonnar T*

**PRIME
70\$**
en cartes rabais (**)

1 199⁹⁹\$



Panasonic Caméscope à disque dur SDR-H200

**PRIME
70\$**
en cartes rabais (**)

- Stabilisateur optique de l'image
- Zoom optique 10x, photo 3,1 mégapixels
- Moteur de couleur pure évolué
- Disque dur de 30 Go

769⁹⁹\$

Rég.: 919⁹⁹\$



Panasonic Caméscope haute définition HDC-SD1

**PRIME
70\$**
en cartes rabais (**)

- Stabilisateur optique de l'image
- Zoom optique 12x, photo 2,1 mégapixels
- Écran ACL de 3 pouces
- Moteur de couleur pure évolué

999⁹⁹\$

Rég.: 1 099⁹⁹\$



SONY Caméscope haute définition HDV HC5

**PRIME
70\$**
en cartes rabais (**)

- Enregistrement vidéo Full HD 1080
- Capteur CMOS ClearVid
- Photo numérique 4 mégapixels
- Objectif Carl Zeiss Vario-Tessar T*

999⁹⁹\$

Rég.: 1 119⁹⁹\$



Canon Caméscope haute définition HV20

**PRIME
70\$**
en cartes rabais (**)

- Objectif vidéo HD
- Capteur CMOS haute définition 1920x1080
- Stabilisateur d'image optique Super-Range
- Mise au point automatique instantanée

1 289⁹⁹\$



SONY Caméscope à disque dur HDR SR7

**PRIME
70\$**
en cartes rabais (**)

- Haute Définition 1080i (format AVCHD)
- Disque dur interne de 60 Go (Jusqu'à 22 heures)
- Super SteadyShot, Photos de 6,1 mégapixels
- Capteur CMOS 1/2,9" ClearVid

1 339⁹⁹\$



Canon Caméscope MiniDV GL2

**PRIME
70\$**
en cartes rabais (**)

- 3 dispositifs à couplage de charge
- Objectif et stabilisateur optique d'image
- Contrôle de l'image
- Contrôle de l'audio

2 399⁹⁹\$

Rég.: 2 999⁹⁹\$



Canon Caméscope haute définition XH A1

**PRIME
70\$**
en cartes rabais (**)

- Objectif haute définition authentique
- Stabilisateur d'image optique Super-Range
- Mise au point automatique instantanée
- Rendement de 3 DCC

4 499⁹⁹\$

**Vos souvenirs sont uniques,
notre qualité photo aussi !**

Coffrets photo numérique

27¢ la photo **500** photos 4" x 6"

135\$ chaque coffret



L.L. Lozeau
LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE
6229, St-Hubert | 514.274.6577
Montréal (Québec) | www.lozeau.com

80
anniversaire
1927-2007

Une entreprise
familiale

Photos peuvent différer. Valide jusqu'au 5 septembre 2007
CHOIX / EXPERTISE / SERVICE

ACTUALITÉS

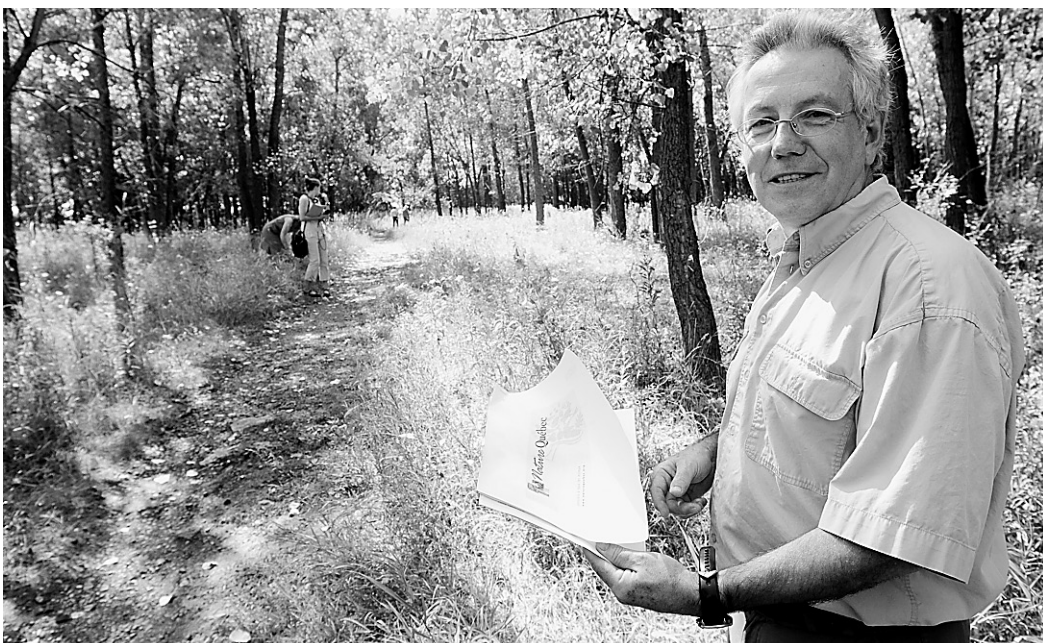


PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

Le porte-parole de Nature Québec, Jean Hubert, estime que la proximité des résidences construites à l'île Charron sera néfaste pour la faune du parc des îles de Boucherville.

TOURS D'HABITATION À L'ÎLE CHARRON

18 000 signatures contre le projet

MATHIEU PERREault

Une coalition environnementaliste a dévoilé hier que 18 000 personnes ont signé, depuis deux mois, une pétition sur internet contre le projet immobilier de l'île Charron, qui jouxte le parc provincial des îles de Boucherville. Face à l'opposition, le promoteur affirme qu'il ira de l'avant même si ses demandes de dérogation à la Ville de Longueuil ne sont pas acceptées.

« Nous pouvons très bien construire 1000 unités avec le zonage actuel », explique Louis Aucoin, porte-parole du promoteur Luc Poirier. « Mais nous préférons miser sur le développement durable, avec une densité qui permettra l'installation d'une épicerie et d'une pharmacie, pour limiter les déplacements à l'extérieur de l'île. »

Au départ, le promoteur évoquait 3500 unités, notamment des tours de 30 étages, pour un coût total d'un milliard et un échéancier de 18 mois. Durant une visite du terrain, hier matin, M. Aucoin évoquait plutôt 2000 à 2500 unités, avec des tours d'une dizaine d'étages situées près de l'hôtel des Gouverneurs, pour ne pas être trop visibles depuis le parc. De l'autre côté du fleuve se trouve un parc industriel. Le zonage actuel limite la hauteur des édifices à quatre étages.

Pour contrer la conférence de presse écologiste d'hier matin, M. Aucoin a rendu publics les résultats préliminaires de la contamination du site. La plupart sont sous la catégorie B, ce qui signifie qu'il faut les décontaminer avant de construire des résidences. « Nous voulons recentrer le débat, dit M. Aucoin. Qu'il y ait un parc ou des résidences, est-ce qu'on va décontaminer ? »

Les environnementalistes ont immédiatement contre-attaqué. « La sécurité des usagers du parc n'est pas en danger », dit Jean Hubert, le premier directeur du parc, qui est maintenant porte-parole pour Nature Québec. M. Aucoin a concédé que la décontamination n'est pas nécessaire pour des sentiers.

Outre les effets sur la faune et la perte de 14 hectares de terrain boisé (le parc fait 830 hectares, dont 18 boisés), les opposants estiment que la proximité de résidences sera néfaste. « On sait que les parcs de Saint-Bruno, de Saint-Hilaire et du Mont-Royal souffrent de la proximité urbaine, affirme M. Hubert. Les voisins y mettent des déchets, leurs chiens et chats dérangent la faune, il y a des feux et des parties de jeunes. Les 6000 personnes qui vivront à côté du parc, et leurs invités, risquent de le prendre pour leur cour arrière. » Les opposants réclament que le gouvernement du Québec achète le terrain pour l'adjoindre au parc.

Le parc est déjà le troisième quant à la fréquentation au Québec, avec 250 000 visiteurs par année. De son côté, M. Aucoin estime que toute augmentation de fréquentation ne peut qu'être bénéfique.

Le réchauffement de la planète a aussi été évoqué par les environnementalistes. Richard Marois, du Conseil régional de l'environnement de la Montérégie, a avancé que le projet augmenterait les émissions montréalaises de gaz à effet de serre. M. Marois concède que la densité est généralement souhaitable pour lutter contre les changements climatiques. Mais il pense que les résidents du futur quartier devront attendre longtemps avant de pouvoir entrer sur l'autoroute voisine, et que ces embouteillages effaceront les bénéfices.

Ironiquement, le terrain acquis le printemps dernier par M. Poirier avait été snobé par les fondateurs du parc à la fin des années 70. Selon M. Hubert, son inclusion était compliquée par le fait qu'il faisait partie de Longueuil, et non de Boucherville comme le reste du parc, et parce qu'il était alors en friche et couverts des résidus de construction du tunnel Lafontaine. Dès les audiences publiques sur la fondation du parc, des voix se sont élevées pour inclure le terrain, ce qui a mené le gouvernement du Québec à envisager son achat à deux reprises au début des années 80.

EN BREF

Trois morts suspectes

La Sûreté du Québec tente d'élucider le meurtre d'un sexagénaire dans le petit village de Saint-Charles-Borromée, près de Joliette. Les policiers ont découvert son cadavre dans un parc, hier matin. « La victime a deux marques sur le visage, des blessures qui pourraient avoir été causées par un objet contondant », indique le porte-parole de la SQ, Jayson Gauthier. De son côté, le Service de police de la Ville de Montréal enquête sur deux décès suspects. Appelés par un propriétaire inquiet du quartier Petite-Patrie, les policiers ont découvert en matinée le corps d'une femme dans la trentaine, au 6301, rue Drolet. « Il n'y a pas de trace de violence sur son corps, ni de trace d'effraction dans l'appartement, indique le porte-parole Lyne Labelle. Mais la victime est jeune, sans antécédents médicaux et il y a un peu de désordre dans le logement. » Les résultats de l'autopsie seront connus au cours des prochains jours. Quelques heures plus tard, au 3990 Sherbrooke Est, dans le

quartier Hochelaga-Maisonnette, les agents ont découvert le cadavre d'un homme de 33 ans. La victime était morte depuis quelques jours. En constatant le décès, les médecins d'Urgences-santé ont détecté des anomalies. Une autopsie leur permettra d'en savoir davantage. Là encore, il n'y avait aucune trace de violence dans l'appartement. - Martin Croteau

Boucher ne se présenterait pas à la mairie de Québec

Le mari de la défunte mairesse de Québec, Marc Boucher, n'aurait pas sérieusement l'intention de lui succéder à la tête de la Ville, selon des sources dans son entourage. En laissant planer un doute sur une éventuelle candidature, il aurait voulu faire une boutade pour critiquer l'attitude du maire intérimaire, Jacques Joli-Coeur. Hier matin, Marc Boucher a évoqué dans diverses entrevues la possibilité de se présenter dans la course à la mairie de Québec. - Le Soleil

VOLS DIRECTS • Aller-retour à partir de

395\$
LYON, VIENNE

445\$
TOULOUSE

595\$
ROME, MADRID

Visitez le www.airtransat.com,
téléphonez au 1 877 655 3948
ou contactez votre agent de voyages.

air transat

Départs de Montréal. Prix par personne en classe économique, valides à l'achat d'un vol aller-retour. Les prix sont ceux disponibles au moment de mettre sous presse. Les tarifs peuvent varier selon la date de départ ainsi que la destination sélectionnées. Les tarifs sont sujets à changement sans préavis et sont valables pour les nouvelles réservations individuelles seulement. Les sièges disponibles aux tarifs affichés sont en quantité limitée. Taxes, DPSTA, frais aéroportuaires, assurances et surcharge de carburant, si applicable, ne sont pas inclus.

MONDE

Les nouvelles internationales
en continu sur cyberpresse.ca/monde

Douze otages sud-coréens libérés en Afghanistan

Les talibans marquent des points

AGNÈS GRUDA
ANALYSE

Un mois et demi après avoir été kidnappés sur la route qui relie Kaboul à Kandahar, 12 otages sud-coréens – deux hommes et 10 femmes – ont été libérés hier par leurs ravisseurs talibans. Leurs sept compagnons d'infortune devraient retrouver la liberté dans les jours qui viennent.

La nouvelle a été accueillie avec soulagement par les proches des otages qui, selon les représentants sud-coréens, se sortent sans séquelles physiques de cette mésaventure.

Mais le processus qui a conduit à ce dénouement n'en soulève pas moins des réactions perplexes.

Car l'accord pour la libération des otages marque un précédent: pour la première fois depuis qu'ils ont été chassés du pou-

voir, les talibans ont pu négocier ouvertement avec de hauts diplomates d'une puissance étrangère – la Corée du Sud.

En apparence, ces négociations ne leur ont pas apporté de concessions immédiates: le gouvernement sud-coréen n'a fait que réitérer sa promesse de retirer ses 200 soldats avant la fin de l'année, tout en promettant de ne plus envoyer de missionnaires en Afghanistan.

Les militants islamistes qui exigeaient aussi la libération de talibans incarcérés dans des prisons afghanes ont fini par abandonner cette demande.

Et pourtant, l'entente dans laquelle ils sont apparus comme des interlocuteurs acceptables pour une puissance étrangère, pourtant engagée à les combattre, a toutes les chances de tourner en leur faveur, estiment des observateurs.

«Les difficultés que rencontre l'Afghanistan risquent de s'aggraver», a averti hier Amin Farhang, ministre du Commerce au sein du gouvernement Karzaï, furieux que les diplomates sud-coréens aient accepté de discuter directement avec les talibans.

Ce politicien craint que la décision de les traiter en négociateurs légitimes n'incite les talibans à multiplier les kidnappings.

La stratégie des kidnappings

Barnett Rubin, politologue américain qui dirige l'organisme Reconstruction of Afghanistan et qui a effectué une trentaine de voyages dans ce pays, partage cette crainte. «C'est évident qu'il y aura davantage de kidnappings» a-t-il prédit lors d'une interview téléphonique hier. Mais surtout, cette reconnaissance internationale apporte aux talibans précisément les dividendes politiques

qu'ils recherchent en multipliant les enlèvements d'étrangers.

Les talibans poursuivent trois objectifs en kidnappant des ressortissants étrangers, croit M. Rubin. D'abord, ils veulent être perçus comme un acteur important sur la scène afghane, une partie que l'on ne peut pas se contenter d'ignorer.

En enlevant surtout des ressortissants des pays qui constituent les maillons les plus faibles de la coalition internationale, ils souhaitent aussi provoquer des retraits militaires qu'ils n'obtiendraient jamais de la part de pays aussi engagés en Afghanistan que les États-Unis et le Canada.

Ainsi, même si la Corée du Sud avait déjà annoncé son intention de se retirer de l'Afghanistan, les talibans donnent l'impression d'avoir forcé un membre de l'OTAN à plier bagage – ce qui renforce leur poids politique en Afghanistan.

Et enfin, les «étudiants en religion» qui ont dirigé ce pays de 1996 à 2001 espèrent regagner une légitimité politique sur la scène internationale.

Au bout du compte, ce qu'ils cherchent, c'est à être reconnus comme des partenaires incontournables pour une solution politique à la guerre qui déchire ce pays, juge M. Rubin. Et le feuilleton des otages sud-coréens leur a permis de faire un pas dans cette direction, en montrant «qu'ils peuvent conclure une entente et la respecter».

C'est le 19 juillet que les talibans ont capturé un autobus dans lequel prenaient place 23 missionnaires sud-coréens qui avaient quitté Kaboul pour se diriger vers Kandahar.

Deux otages ont été tués, et deux femmes avaient été libérées après une première série de négociations avec la Corée du Sud.



PHOTO PETROS GIANNAKOURIS, ASSOCIATED PRESS

Anastasia Iliopoulou, 81 ans, qui a passé toute sa vie à Artemida, à environ 300 km au sud-ouest d'Athènes, raconte comment un incendie de forêt a dévasté son village. En arrière-plan, une des rares maisons épargnées est celle qu'a quittée une mère et ses quatre enfants qui ont péri dans leur fuite.

La mort d'une famille fuyant les flammes secoue la Grèce



MARC THIBODEAU
ENVOYÉ SPÉCIAL
GRÈCE

ARTEMIDA — Une simple visite familiale dans la péninsule du Péloponnèse s'est transformée en cauchemar pour une résidente d'Athènes et ses quatre enfants, devenus, en Grèce, le tragique symbole des ravages causés par les incendies de forêt.

La mère de 35 ans cherchait à fuir en voiture les incendies qui approchaient du village d'Artemida, situé dans une région montagneuse à environ 300 kilomètres au sud-ouest d'Athènes, lorsqu'elle s'est retrouvée bloquée par un accident, vendredi.

Selon les autorités, un véhicule a heurté un camion de pompiers dans la cohue, bloquant la circulation. La jeune femme aurait alors cherché à fuir les flammes à pied avant d'être rattrapée avec sa progéniture par le brasier, qui générerait une chaleur suffisante pour liquéfier du métal.

«Le pire, c'est qu'elle serait toujours vivante si elle avait choisi de rester au village», a commenté

tristement hier sa tante, Sophie Yannakopoulou, 65 ans, en relevant que la résidence de la famille avait été épargnée.

Même les draps posés sur le lit placé à l'extérieur pour dormir au frais sont intacts, alors que la plupart des maisons voisines semblent avoir été bombardées tant elles sont endommagées.

Le maire de la commune recouvrant Artemida, Pandelis Chronopoulos, rencontré sur le lieu de l'accident, affirme que plusieurs résidents bloqués sur la route sont demeurés près du camion de pompiers, croyant qu'ils seraient protégés. Avant de finalement partir dans tous les sens, trop tard.

Lui a plutôt choisi de tenter le tout pour le tout avec sa jeep. «J'ai roulé 350 mètres dans les flammes avant d'en sortir. Même dans les films à effets spéciaux, on ne voit pas ça», a souligné l'élue.

Plusieurs personnes étaient venues des villages voisins afin de se recueillir sur place en mémoire des victimes. «C'est une tragédie terrible... Même avec des millions d'avions, il n'aurait pas été possible d'arrêter les incendies», a déclaré Panagiota Skasilas, 44 ans, qui connaissait un pompier également tué sur les lieux de l'accident.

Le village d'Artemida, lui, n'est plus l'ombre de ce qu'il

était, estime Athanassios Bouroyannopoulos, qui cherchait hier à vendre son âne aux visiteurs. Le feu a brûlé la selle, a souligné l'homme de 77 ans pour expliquer son geste, montrant au passage quelques poils carbonisés sur le dos de la bête.

Bien que ses oliviers aient été dévastés, le laissant avec une maigre pension comme seule source de subsistance, le vieillard affirme n'avoir aucune intention de quitter sa résidence, l'une des rares épargnées par les flammes. «Je suis né dans ce village et j'y mourrai», a-t-il lancé avant de repartir en quête d'un acheteur.

La petite agglomération n'est pas la seule à avoir été durement affectée dans la région. Sur des dizaines de kilomètres dans la péninsule du Péloponnèse, les arbres ne sont plus que des squelettes contorsionnés et la terre est recouverte de cendres. De vastes étendues sont devenues uniformément grises, formant un frappant contraste avec la splendeur verdoyante des oliviers et des boisés épargnés.

Situation instable

Les autorités se disaient rassurées hier par la progression de la situation mais la bataille était loin d'être terminée. La forte chaleur et les vents changeants compliquent la tâche des pompiers. Plusieurs souches observées le

long des routes continuent de produire de la fumée ou brûlent carrément, menaçant de relancer de nouveaux foyers.

Preuve si besoin est du caractère instable de la situation, *La Presse* a été forcée de rebrousser chemin hier sur une route de montagne en raison d'un incendie menaçant le village haut perché de Theisoa, à 250 kilomètres de la capitale. Une demi-douzaine d'avions-citernes et d'hélicoptères déversaient leur chargement d'eau sous le regard de résidents attentifs.

Placés sur le bord d'une route surplombant le front de flammes, ils se sont soudain vus sommés de partir par un policier aux apparences de Rambo. «Le vent souffle de ce côté-ci», a-t-il expliqué en entreprenant de coordonner le départ des véhicules.

Ses appels au départ ne semblaient faire ni chaud ni froid à Pete Stefanis, résident du village de 69 ans qui observait placidement les efforts des pompiers, les yeux dissimulés par des lunettes fumées.

«Il y a déjà eu un ordre d'évacuation hier et personne ne l'a suivi... Des incendies, il y en a eu l'année dernière, l'année d'avant et l'autre année d'avant. C'est chaque fois la même chose», a-t-il souligné alors qu'un hélicoptère effectuait une nouvelle manœuvre d'approche vers le mur de flammes.

DEUX ANS APRÈS KATRINA

Bush assure La Nouvelle-Orléans de son soutien

AGENCE FRANCE-PRESSE

LA NOUVELLE-ORLÉANS — Le président George W. Bush a assuré hier que l'État américain ne laisserait pas tomber La Nouvelle-Orléans en Louisiane ni la côte du Golfe dévastées par l'ouragan *Katrina*, malgré les critiques qui continuent à le poursuivre deux ans après.

La Nouvelle-Orléans, autrefois l'une des cités les plus trépidantes des États-Unis, commémorait hier dans la douleur, le recueillement et la rancœur le deuxième anniversaire de l'une des plus vastes catastrophes naturelles de l'histoire américaine.

Deux ans après l'une des pages les plus noires de la présidence, l'État fédéral et M. Bush sont à présent accusés de ne pas faire assez, assez vite pour la reconstruction.

«Je viens dire aux gens dans cette partie du monde que nous continuons à comprendre les problèmes, et que nous sommes toujours engagés», a dit M. Bush.

Il effectuait là sa quinzième visite dans la région depuis *Katrina*, alors que sa présidence demeure hantée par la faillite de l'État fédéral et par l'image d'un homme suivant le désastre de son ranch du Texas et tardant à interrompre ses vacances.

Selon l'institut Brookings, deuxième seulement de la population de La Nouvelle-Orléans est rentrée chez elle, moins de la moitié des écoles publiques a rouvert, la ville n'a créé que 17 000 emplois pour remplacer les 118 000 qui ont été perdus.

Pakistan: Musharraf rend ses galons

ASSOCIATED PRESS

LONDRES/ISLAMABAD — L'ancien premier ministre pakistanais en exil Benazir Bhutto a affirmé hier que le président Pervez Musharraf avait accepté de quitter ses fonctions de chef des armées dans le cadre d'un accord pour le partage du pouvoir.

Selon elle, sa démission pourrait intervenir avant le prochain scrutin présidentiel. Elle a ajouté qu'un accord avait été conclu pour abandonner les accusations de corruption qui pèsent contre elle et des dizaines d'autres parlementaires pakistanais.

«Je pense qu'il quittera ses fonctions avant l'élection présidentielle, mais c'est au président de le confirmer», a-t-elle déclaré lors d'un entretien accordé à l'Associated Press.

Le mythe de la « princesse »

Le 31 août 1997, la princesse Diana, la femme la plus photographiée du monde, perd la vie dans un accident de voiture à Paris. Le monde entier encaisse le choc. Dix ans plus tard, la « princesse du peuple » reste très populaire. Pas question de profaner l'icône Diana. Mais si les souvenirs de Lady Di sont encore bien vivants dans le cœur des Britanniques, ses cohortes de fans, elles, sont de plus en plus clairsemées.



MALI ILSE PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE

LONDRES — Anniversaire oblige, une quinzaine de livres sur la princesse ont été publiés cette année. Ils ont été accueillis dans l'indifférence générale sauf par ses inconditionnels. Le plus attendu, *Diana, chroniques intimes*, de l'Américaine Tina Brown, a été reçu comme un torchon par les critiques.

Il faut dire que les Britanniques ne comptent plus les biographies qui lui sont consacrées. Ils ont même un nom: les « diographies ». Les ventes annuelles de la « Dianabilia » génèrent aujourd'hui 58 millions de dollars canadiens, au lieu de 210 millions en 1998.

Même sa garde-robe a perdu de son aura. Une robe de gala en soie lui ayant appartenu n'a pas trouvé preneur sur eBay il y a une semaine.

La raison de ce désenchantement? La princesse Diana n'aurait été ni plus ni moins qu'un personnage de feuilleton enlevant pour une audience planétaire pendant 17 ans, explique Jonathan Freedland dans *The Guardian*.

« Son décès a été un choc mais, pour des millions de personnes,

ce qu'elles avaient perdu n'était pas tant une vraie personne qu'un personnage fictif chéri. Elles ont pleuré puis elles sont passées à d'autres feuilletons, d'autres célébrités, d'autres héroïnes », écrit le journaliste.

Au palais de Buckingham aussi, les temps ont changé. La reine, tombée en disgrâce aux yeux de ses sujets pour son apparente froideur devant la mort de sa belle-fille, a regagné la faveur du public. Elle surpasse même ses petits-fils dans les sondages.

Le pèlerinage

Même si l'effet Diana s'estompe peu à peu, on est encore

« Ce qui est arrivé dans ce tunnel, personne ne le saura jamais », a affirmé le prince Harry dans une interview télévisée en juin.

loin, toutefois, de l'indifférence. Une messe commémorative sera ainsi célébrée demain à Londres, devant 500 invités, par le chef spirituel de l'Église anglicane, l'archevêque Rowan Williams. Plusieurs personnalités seront à la chapelle des Wellington Barracks, tout près du palais de Buckingham, dont Elton John et le premier ministre Gordon Brown — mais pas Camilla Parker-Bowles (voir autre texte).

Les princes Harry et William, âgés de seulement 12 et 15 ans

au moment du drame, prendront aussi la parole durant la cérémonie télévisée.

Le concert hommage organisé par les princes le 1^{er} juillet dernier a lui aussi permis de tâter le pouls de la popularité posthume de la princesse. Pas moins de 63 000 personnes se sont rendues au stade Wembley le jour où elle aurait fêté ses 46 ans. Aussi, 500 millions de téléspectateurs étaient au rendez-vous.

Une enquête sans fin

Enfin, comme Graceland pour les fans d'Elvis, le domaine Althorp, où est enterré le membre le plus célèbre de la famille Spencer, est un lieu de pèleri-

nage pour des milliers de personnes chaque été.

Pendant ce temps, l'enquête du coroner de la reine piétine. Et lasse les Britanniques.

Deux enquêtes policières, l'une française, l'autre britannique, sont arrivées à la même conclusion: Henri Paul, conducteur de la voiture, était saoul et faisait de l'excès de vitesse au moment de l'accident.

Pour Mohamed Al-Fayed, toutefois, le dossier n'est pas clos. Le père de l'amant de Diana,

Dodi Al-Fayed, s'acharne contre la famille royale. Le riche Égyptien, propriétaire du magasin Harrod's, croit que le couple a été victime d'un complot. Selon lui, le prince Philip voulait empêcher la mère du futur roi d'Angleterre d'épouser un musulman.

Son avocat, Michael Mansfield, a même demandé à ce que la reine Élisabeth soit interrogée comme témoin. Le coroner Scott Baker a refusé.

L'enquête reprendra en octobre... s'il y a toujours un coroner! Car ils se refilent ce dossier chaud les uns après les autres. Après la démission d'Elizabeth Butler-Sloss, le juge Scott Baker a pris la relève en avril. Il est le troisième coroner à présider l'enquête, ce qui explique pourquoi, 10 ans plus tard, les audiences publiques n'ont toujours pas commencé.

Les princes William et Harry lui ont adressé une lettre en juillet, s'inquiétant de la lenteur des procédures. Ils ont admis dernièrement que leur deuil est très lent à cause des pseudo-révélation entourant sa mort qui sont ressassées par les tabloids.

« Ce qui est arrivé dans ce tunnel, personne ne le saura jamais » a affirmé Harry dans une interview télévisée en juin.

Peut-être que, demain, son frère aîné et lui pourront enfin tourner la page.

CHRONOLOGIE DU DRAME

30 août 1997

13h: Dodi Al-Fayed et la princesse Diana atterrissent à Paris où ils comptent passer la nuit. Diana doit retourner à Londres le lendemain matin.

21h30: Les amoureux sont pourchassés par 30 photographes en se rendant au restaurant du Ritz. La princesse est en larmes à leur arrivée.

31 août 1997

00h20: Le couple quitte en voiture l'hôtel par une porte arrière. Henri Paul, responsable de la sécurité du Ritz, est au volant. Un garde du corps, Trevor Rees-Jones, les accompagne.

00h25: La Mercedes heurte de plein fouet un pilier dans le tunnel d'Alma. M. Al-Fayed et Henri Paul meurent sur le coup.

00h30: Les premiers policiers arrivent. Ils ont du mal à éloigner les photographes de la scène. Huit d'entre eux sont placés en garde à vue.

2h06: L'ambulance qui transporte la princesse arrive à l'hôpital Pitié-Salpêtrière. Diana a subi deux arrêts cardiaques pendant le trajet.

4h: La princesse Diana est déclarée morte.

Source: BBC

La presse britannique fait son mea-culpa

MALI ILSE PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE

LONDRES — C'est l'aveu que les Britanniques n'attendaient plus. Mis sur la sellette au lendemain du tragique accident, les dirigeants des tabloïds britanniques ont fait leur mea-culpa dans un documentaire présenté la semaine dernière sur la chaîne ITV1.

Les éditeurs de *News of the World*, *The Sun* et du *Daily Mirror* ont admis avoir créé une surenchère autour de la popularité de la princesse qui a poussé les paparazzis trop loin.

« J'ai senti une responsabilité énorme à sa mort », a affirmé

« J'ai senti une responsabilité énorme à sa mort », a affirmé Phil Hall, qui menait la barque du *News of the World*, dans *Diana's Last Summer* (*Le dernier été de Diana*). « Tout le monde dans les médias a ressenti la même chose que moi. »

Phil Hall, qui menait la barque du *News of the World*, dans *Diana's Last summer* (*Le dernier été de Diana*). « Tout le monde dans les médias a ressenti la même chose que moi. »

« Si les paparazzis ne l'avaient pas suivi, le chauffeur de la voiture n'aurait pas fait d'excès de vitesse et l'accident ne se serait peut-être pas produit », a-t-il expliqué.

À l'époque, une bonne his-

toire sur Diana augmentait le tirage de 150 000 exemplaires, a précisé l'éditeur. Les photos de Dodi Al-Fayed et d'elle se vendaient 200 000 \$US.

Haro sur les paparazzis

Selon Phil Hall, les lecteurs gourmands de photos, les paparazzis agressifs et les éditeurs avides font tous partie du « cercle de culpabilité ».

Au lendemain de la disparition de la princesse de Galles, les Britanniques, sous le choc, avaient eu le sentiment que les tabloïds avaient du sang sur les mains.

« J'ai toujours cru que les médias finiraient par la tuer, avait affirmé le frère de Diana, Charles Spencer. Je n'aurais moi-même pas pensé qu'ils pourraient avoir une implication aussi directe dans sa mort, ce qui semble être le cas. »

La princesse, toutefois, aurait alimenté elle-même la frénésie autour de ses allées et venues. Elle appelait parfois les éditeurs pour leur dire où elle serait et à quelle heure, question de se donner bonne image. C'est ainsi qu'une sortie en famille pour elle et ses fils dans un McDonald's ou dans un parc d'attractions, était immortalisée par les paparazzis.

Piers Morgan, ancien éditeur du *Daily Mirror*, mentionne dans le documentaire un dîner avec elle au palais Kensington.

« Elle a montré du doigt une douzaine de motos et de camionnettes qui faisaient le guet devant sa résidence. C'était son quotidien. J'ai réalisé que si elle était parfois complice des journaux, c'est parce qu'elle n'avait pas vraiment le choix. »



Une scène croquée le 5 septembre 1997 devant le palais de Kensington, l'ancienne résidence londonienne de la princesse Diana. Une foule émue défile pour déposer des gerbes de fleurs.



La Mercedes dans laquelle se trouvaient Lady Di et Dodi Al-Fayed a heurté de plein fouet un pilier du tunnel d'Alma à Paris, juste après minuit.

PHOTO D'ARCHIVES REUTERS

10^e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE DIANA

du peuple » s'effrite



PHOTO D'ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

Sur cette photo la princesse Diana, en voyage en Australie, salue la foule à Sydney en novembre 1996. Dix ans après sa mort, elle demeure populaire chez les Britanniques même si le mythe s'effrite.

Camilla dit oui... puis non

MALI ILSE PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE

LONDRES — L'absence d'un membre de la famille royale ne passera pas inaperçue dans la nef de la chapelle des Wellington Barracks demain. Camilla Parker-Bowles, l'éternelle rivale de Diana, a changé son fusil d'épaule dimanche dernier en annonçant qu'elle ne sera pas de la cérémonie.

Avant sa volte-face, les médias avaient jugé de mauvais goût sa décision d'y assister. La majorité des Britanniques aussi: 54% d'entre eux s'y opposaient, selon la firme de sondage ICM.

Les amis de la princesse Diana sont montés au créneau. «Je sais que ces offices religieux sont l'occasion de pardonner, mais je ne peux m'empêcher de penser que la présence de Camilla est déplacée», a écrit sa bonne amie, Rosa Monckton, dans le *Mail on Sunday* le week-end dernier.

«Nous étions trois dans le mariage – nous étions donc un peu à l'étroit.» Voilà les paroles qui avaient fait scandale en 1995. La princesse Diana avait parlé à cœur ouvert dans une entrevue télévisée, après s'être séparée du prince Charles.

Les Britanniques savaient de qui elle parlait: Camilla Parker-Bowles, le premier et seul amour du prince Charles. Cette confession avait fait naître dans les cœurs des Britanniques une haine féroce envers celle qui partage maintenant la couche du prince... en toute légitimité.

La duchesse de Cornwall a affirmé dimanche qu'elle avait été touchée par l'invitation des princes Harry et William. «Toutefois, je crois que ma présence pourrait faire diversion sur le but de l'occasion qui est de se concentrer sur la vie de Diana», a-t-elle déclaré.

«Il n'est pas trop tôt, madame!», titrait en une le *Daily Mirror*.

C'est la reine elle-même qui lui aurait recommandé de rester chez elle pendant la messe, a indiqué la chroniqueuse de la famille royale, Ingrid Seward. Camilla Parker-Bowles aurait reçu des dizaines de lettres d'insultes avant de changer d'avis, selon *The Sun*.



LE RÉSEAU LE PLUS FIABLE AU PAYS¹

Le moins d'appels interrompus | La réception la plus claire et nette

Peu importe à qui vous parlez, nous veillons à ce que notre réseau soit le plus fiable possible. En fait, il a été démontré par une firme indépendante que nous avons le réseau avec le moins d'appels interrompus et la réception la plus claire et nette au pays. Alors, où que vous soyez, il est clair que notre réseau sans-fil ne vous laissera pas tomber.

Pour en savoir plus, composez le 1-888-rogers2, visitez rogers.com/fiable ou rendez-vous chez nos distributeurs Rogers Sans-fil ou Rogers Plus.



JUSQU'À 10% DE RÉDUCTION POUR LES CLIENTS ABONNÉS À PLUSIEURS PRODUITS DE ROGERS – TÉLÉPHONIE RÉSIDENNELLE, TÉLÉPHONIE SANS FIL ET INTERNET¹.

¹« Le réseau le plus fiable » fait référence aux résultats de tests menés par Rogers et une firme de recherches indépendante quant à la clarté des appels et aux appels interrompus dans la majorité des centres urbains au Canada, à l'intérieur de la zone de couverture de Rogers Sans-fil, et comparant le service de voix des principaux fournisseurs de service sans-fil. ²La réduction s'applique aux frais de service mensuels récurrents pour les services admissibles. Nécessite un abonnement d'au moins deux ans à chaque service admissible. Certains services ne sont pas offerts dans toutes les régions. Consulter rogers.com/offresgroupées pour obtenir de plus amples renseignements. TM Marques de commerce de Rogers Sans-fil S.E.N.C. ou de Rogers Communications inc. utilisées sous licence. ©2007

Résultats des tirages du: 2007-08-29

LOTTO 6/49
07 21 22 29
24 30 31 compl.

LOTTO 4/9
10 15 17 28
18 27 33 compl.

LOTTO 3/6
09 10 11 17 18 22 23 27 31 32
33 34 38 41 51 54 55 61 62 63

LOTTO 2/6
3 643 4 8764

LOTTO 1/6
500 000\$ 6375209*

LOTTO 0/6
2 000 \$
TOUTES LES 2 SEMAINES À VIE!
NE MANQUEZ PAS
LE TIRAGE DE CE SOIR.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

ÉDITORIAUX

De Taché à Dumont



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Le chef de l'opposition officielle, Mario Dumont, a relancé la semaine dernière son idée de constitution québécoise. Selon M. Dumont, un tel document, exprimant nos valeurs communes, pourrait avoir un effet similaire sur la psychologie des Québécois que celui qu'a produit la loi 101. Le leader adéquate voit aussi dans l'adoption d'une constitution une façon de baliser les accommodements consentis aux minorités religieuses.

Il serait naïf d'espérer que la rédaction d'une constitution québécoise se fasse sans débats vigoureux, voire explosifs.

Il y a quelques mois, nous qualifions ce projet de «solution déraisonnable». C'était rejeter trop vite une idée qui mérite d'être étudiée. Peut-être correspond-elle à une volonté des Québécois d'affirmer solennellement leur personnalité et leurs valeurs propres. Toutefois, nous restons convaincus qu'une constitution québécoise ne saurait avoir les effets curatifs que lui prêtent ses partisans.

Le projet n'est pas nouveau. On en retrouve trace aussi loin que dans les écrits du politicien Joseph-Charles Taché qui, en 1858, soutenait que dans une future fédération des colonies anglaises d'Amérique, chaque province devrait avoir une «constitution autonome». Un siècle plus tard, à l'époque du gouvernement Lesage, un comité de députés s'est longuement penché sur la question.

De nos jours, les trois partis présents à l'Assemblée nationale s'intéressent au concept. Le minis-

tre des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, l'a souvent évoqué. Le député péquiste, Daniel Turp, l'a formalisé dans un projet de loi.

Certains croient qu'en s'affirmant comme «nation» dans sa propre constitution, le peuple québécois s'éviterait d'avoir à quêter une reconnaissance auprès du reste du pays. Rien n'est moins sûr. Les Québécois n'ont pas besoin de se dire à eux-mêmes ce qu'ils sont. C'est bel et bien des Canadiens-anglais qu'ils attendent une acceptation de leur différence, non seulement dans les «love-in» et les discours, mais enchâssé au cœur du document fondateur du pays.

Pour ce qui est des accommodements raisonnables, on voit mal ce que changerait l'adoption d'une constitution québécoise. En matière de droits fondamentaux, en effet, cette constitution ne ferait que reprendre le texte de la Charte des droits et libertés de la personne. Or, les incidents qui ont soulevé la controverse portent justement sur l'application au quotidien des droits et protections exprimés par la Charte. Aucun texte constitutionnel ne pourra régir la recette de fèves au lard des cabanes à sucre.

Si l'adoption d'une constitution québécoise pourrait avoir un effet mobilisateur, il ne faut pas négliger le risque qu'au contraire, elle exacerbe les tensions. En notre époque de groupes d'intérêts multiples et de médiatisation extrême, il serait naïf d'espérer que la rédaction d'un tel document se fasse sans débats vigoureux, voire explosifs.

Pendant que de part et d'autre du Salon bleu, on réfléchit à cette question, on ferait bien de méditer ces propos de Joseph-Charles Taché, écrits il y a 149 ans: «Chercher le bonheur exclusivement dans la facture des constitutions, c'est comme demander la chaleur à la forme de nos habits sans s'occuper de la nature et de la qualité des étoffes dont ils sont faits.»

SUR CYBERPRESSE.CA/EDITORIAUX:

- > Ce que propose l'ADQ
- > Le projet de loi de Daniel Turp
- > L'ouvrage de J.-C. Taché (1858)

Remue-méninges



mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

À compter de demain et pendant trois jours, les militants du Parti socialiste français tiennent, à La Rochelle, leur traditionnelle université d'été. Il s'agit d'une sorte de week-end des idées, période beaucoup plus courte qu'une... saison des idées à la mode péquiste, mais dont, cette année, on doute qu'elle donne davantage de résultats.

Les socialistes sont littéralement écrasés sous l'«effet Sarkozy», ce président hors normes – pour la France – dont les 100 premiers jours au pouvoir n'ont pas entamé, malgré de périlleuses hardiesses, le capital de sympathie auprès de l'opinion publique.

Après 100 jours, l'«effet Sarkozy» se maintient. Et ce sont les socialistes qui en font les frais.

Les différents sondages lui attribuent une note positive à hauteur de plus ou moins 70%. Et même une proportion appréciable des électeurs socialistes (40%) estiment qu'il se débrouille bien.

L'hyperprésident, l'hyperprésent, l'hyperactif, César et Napoléon... la presse française déploie des trésors d'ironie pour le décrire, en attendant de pouvoir le massacrer. Car les vraies joutes sont à venir. Et il serait étonnant que la «rue», toujours accompagnée de ce fiable compagnon de route qu'est l'opinion dite éclairée, ne se manifeste pas lorsque Nicolas Sarkozy soumettra pour de bon les points les plus chaloupants de son programme – personne ne doute

qu'il va bel et bien le faire. Mais pour l'instant, c'est le parti de la rue Solférino qui casque.

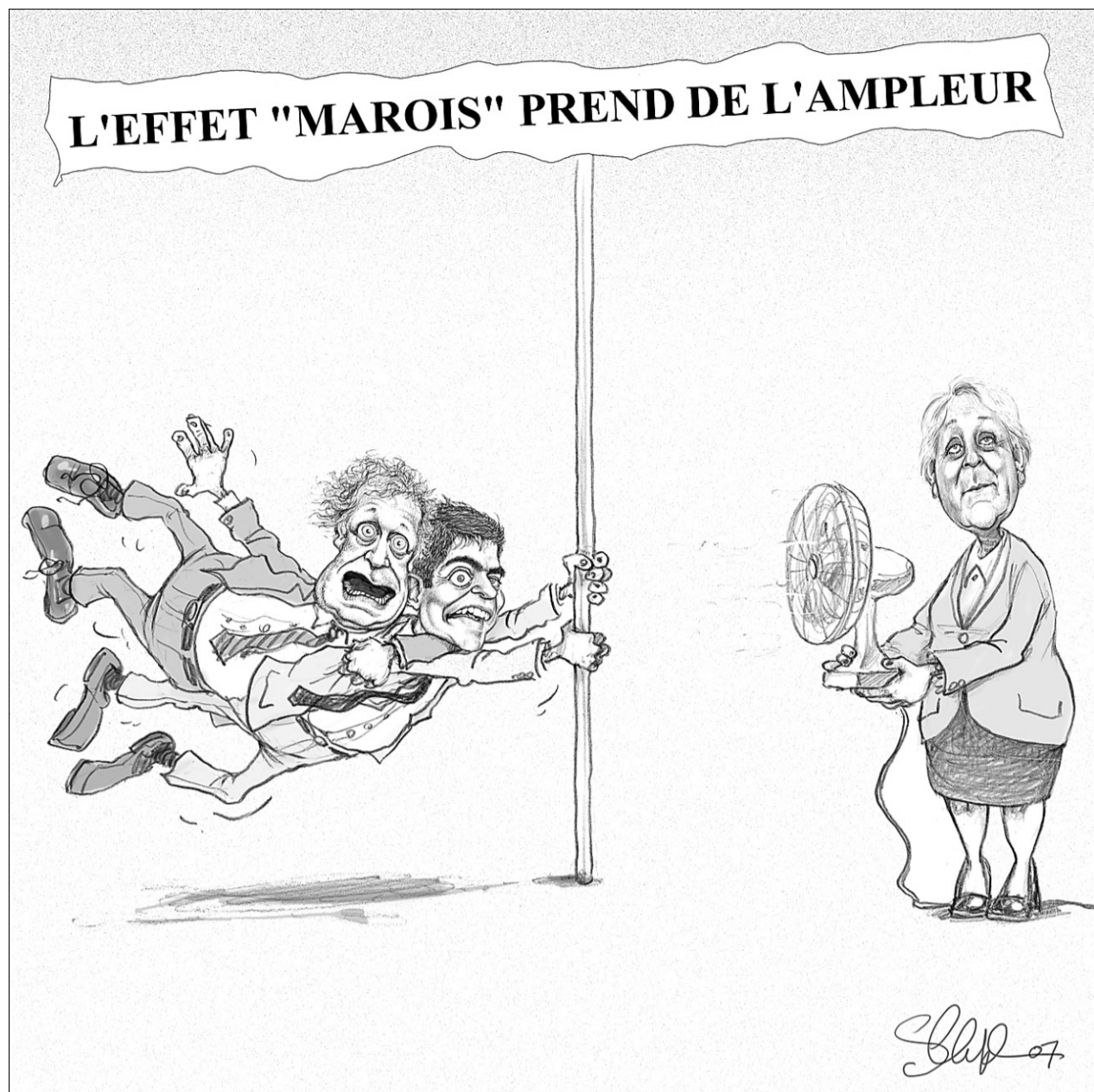
C'est peu de dire, en effet, que le Parti socialiste est en lambeaux.

«PS en dépression», titre *Le Monde* en page éditoriale, donnant écho aux longues plaintes stridentes des têtes d'affiche de la formation. Celles-ci désespèrent à haute voix et s'entre-déchirent sur fond de rancœur à l'endroit de Ségolène Royal et François Hollande, ce couple qui a occupé tant de place avant de s'émietter... de toutes les façons. Le week-end des idées sera boycotté par plusieurs. Certains, comme Laurent Fabius, Arnaud Montebourg (ancien porte-parole de Royal) ou le collectif des Gracques (des pontes du parti), ont fait ou feront travailler leurs méninges lors d'événements à part. La rentrée littéraire promet une demi-douzaine de jolis brûlots, socialistes contre socialistes, en forme de règlements de comptes...

Bien sûr, il y a le problème de la tête du parti, de la candidate et du secrétaire général. Mais on sait bien que là n'est pas la véritable question.

L'affaire consiste plutôt à trouver le moyen de s'arracher aux cadres de pensée existants, dans le contexte du lourd conservatisme français et, surtout, de l'errance universelle des gauches classiques. Car, sous le déluge de mots que génère l'autocritique socialiste, on sent un vide idéologique (ou plus justement: une panne de l'imagination politique) que le chassé-croisé des reproches et des invectives ne réussira pas à combler.

Ce n'est sans doute pas un hasard si, au remue-méninges des Gracques, on avait invité le Britannique Peter Mandelson, qui fut l'un des architectes du New Labour de Tony Blair. Cependant, les militants présents auront eu le grand déplaisir de l'entendre leur dire: «Vous n'êtes pas même au début de trouver un leadership pour engager le changement, j'en suis désolé...»



sergechapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

FORUM@LAPRESSE.CA

Pénurie d'autobus ou mauvaise gestion?

On apprenait aujourd'hui que la STM manquait d'autobus alors que le service de deux lignes d'autobus (12 et 168) a été augmenté sur la pointe sud de L'Île-des-Sœurs, qui fait partie de l'arrondissement Verdun, et dont le maire, Claude Trudel, est également président du c.a. de la STM. Depuis le 27 août, un service plus étendu et plus fréquent se traduit par un plus grand nombre d'autobus qui parcourent, à vide, un nouveau tronçon qui aboutit dans un secteur non encore développé. Pendant ce temps-là, des citoyens se plaignent comme je l'ai vu au *Téléjournal* de Radio Canada à 18h, mardi, d'attendre l'autobus pendant 40 minutes.... Cherchez l'erreur!

Louise Gaboury
 Montréal

«Show de boucane» sur la 640

Je fais partie des milliers d'automobilistes qui ont pollué

d'avantage la planète pour permettre à nos valeureux corps policiers de reconstituer une scène de crime, mardi. Il y a eu probablement quelques décisions douteuses du ministère des Transports mais encore personne ne m'a convaincu que ça prenait 19 heures pour faire les relevés requis pour l'enquête policière. Un réexamen des processus de travail et des nouvelles technologies disponibles pourrait économiser plusieurs millions à la collectivité. S'il fallait qu'une attaque terroriste survienne au Québec, la Belle Province serait sûrement fermée pour les six prochains mois...

Gilles Lacoste
 Sainte-Thérèse

Le Parti opportuniste du Québec

Mario Dumont aurait fait mieux de nommer son parti le Parti opportuniste du Québec. Après les accommodements raisonnables, il en fait, une fois de plus, la preuve avec sa consultation publique au sujet de la délinquance sexuelle.

Bien entendu, il brandit haut et fort la possibilité à la castration chimique. Sujet populaire et sensationnaliste qui saura sans aucun doute émoustiller son électorat populiste. Vous voulez savoir de quoi l'opportuniste Dumont parlera? Regardez les nouvelles et les commentateurs tout aussi sensationnalistes à TQS et vous connaîtrez son discours du lendemain. Enfin quelqu'un qui parle des vraies affaires, quelqu'un qui remettra le Québec sur pied. Il faut aussi noter son manque de courage et son arrogance en présentant un candidat à l'élection partielle de Charlevoix. De quoi a peur M. Dumont? S'il est si confiant de devenir premier ministre aux prochaines élections générales, qu'il laisse M^{me} Marois entrer au Parlement où il pourra régler ses comptes avec elle. C'est ce que j'appelle du bébétisme. C'est connu que les jeunes veulent tenir tête aux vieux. Mais on oublie souvent qu'en politique comme dans la vie, la sagesse vient avec le temps et non avec l'arrogance. Quel leader, quel politicien ce Mario Dumont!

Sylvain Pelletier

Indispensable, la garderie?

«Papa, papa, viens voir notre chenille...» Avant de plonger dans cette journée mouvementée qui va bientôt commencer, je termine la lecture du texte de Marie Charbonneau, enseignante, publié dans *La Presse* du 27 août: «Un petit de 5 ans qui est allé à la garderie a été stimulé et va bien mieux se débrouiller qu'un enfant de 6 ans qui n'est jamais sorti du milieu familial.» Je lève les yeux pour regarder par la porte entrouverte mes enfants qui respirent un vent de liberté dans la cour arrière. Combien de sacrifices et de patience ai-je investi dans ces petits depuis les 6 dernières années où j'ai fait le choix de rester à la maison. La stimulation? Comme papa à la maison, je n'ai pas à stimuler mes enfants, c'est eux qui rendent leur vie stimulante par leurs découvertes et leurs expériences. Moi je les aime, je les accompagne et je les encadre. À travers mon regard, ils développent la confiance et peuvent sentir la sécurité. Hier, mes enfants dessinaient avec des craies sur le trottoir. Ils se sont tassés pour laisser passer une horde d'enfants attachés par la main, suivant le pas de leur éducatrice perdue dans ses pensées. Mes enfants

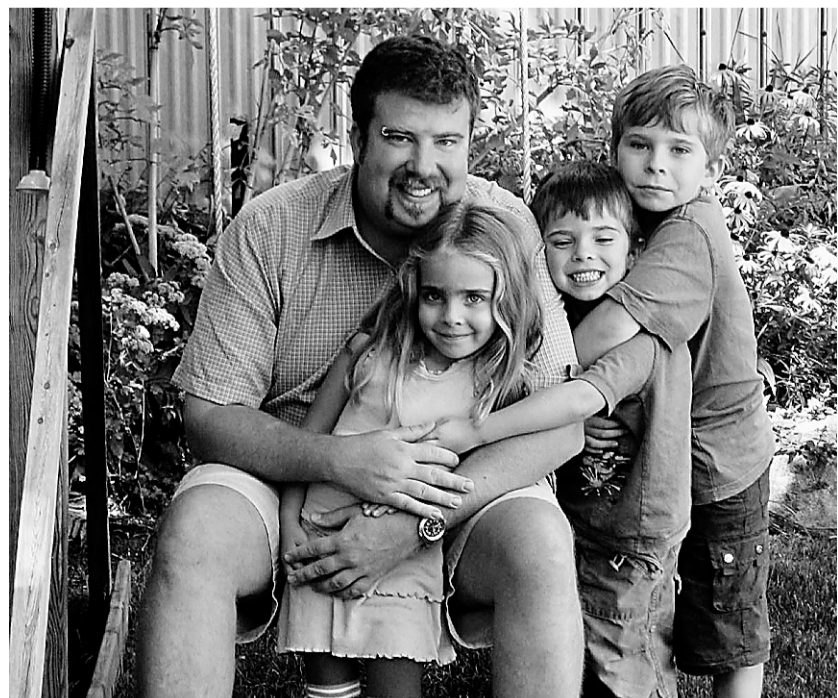


PHOTO FOURNIE PAR L.-M. CHICOINE
 Louis-Marc Chicoine a fait le choix de rester à la maison avec ses enfants, Marie-Philippe et Mathéo, des jumeaux de 4 ans, et Antonin, 6 ans.

me regardent silencieux et se remettent à leur création. Pendant que nous préparons tous ensemble le dîner pour maman, j'aimerais bien répliquer à M^{me} Charbonneau que je ne sais pas de quelle façon mes plus jeunes répondront à l'encadrement scolaire au cours des prochaines

semaines mais que, pour ma part, je considère que j'ai rempli mon objectif de père, celui de les rendre autonomes dans leur recherche de plaisir et leur goût au bonheur de vivre...

Louis-Marc Chicoine
 Saint-Hyacinthe

Languedoc (2) Le Midi rouge



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Juin 1907: Dans son atelier de Montmartre, Picasso peint *Les demoiselles d'Avignon*, l'œuvre qui va révolutionner le monde de l'art. Juin 1907: À mille lieues de là, dans le fin fond de ce Midi oublié qui n'est pas encore devenu une destination touristique, c'est la «révolte des gueux».

Leur patrie pisse le vin, certes, mais la surproduction, conjuguée à la fraude des négociants qui ajoutent du sucre au vin – fraude encouragée par l'État, qui a baissé la taxe sur le sucre pour favoriser les producteurs de betterave du nord – a mené à l'effondrement des prix.

Émeutes, manifestations monstres, coups de feu, plusieurs morts, un régiment de l'armée qui se mutine en solidarité avec les vignerons...

En fait, la cause première du désastre était probablement la surproduction. Triomphant des épidémies qui avaient ravagé le vignoble français au XIX^e siècle, la production méridionale était passée en quelques décennies de 20 à 50% de la production nationale. N'importe. La rébellion va rallier, contre Paris, et au nom du combat contre la fraude, toute la région: royalistes et socialistes, propriétaires terriens et ouvriers agricoles; les maires et les députés démissionnent de leurs postes. On est proche de l'insurrection.

La révolte n'aurait pu prendre feu s'il n'y avait eu une toile de fond: la longue répression de la culture occitane, le sentiment identitaire d'un peuple méprisé par l'orgueilleuse et lointaine capitale... On évoque même la croisade des Albigeois, qui au XIII^e siècle avait servi de prétexte à la royauté pour mater le sud rebelle. De la religion ésotérique des cathares, ne subsistent que de sombres forteresses dont les ruines s'accrochent aux pitons rocheux les plus escarpés du Languedoc-Roussillon. Mais les mythes ont la vie dure et le sanglant martyr des cathares aux mains de l'État central en est un.

Les vignerons du Languedoc-Roussillon ont le sang qui bout face à la mondialisation et aux politiques du marché européen. Et ils sont férocelement protectionnistes. Gare au supermarché qui oserait promouvoir les vins d'autres régions françaises!

Le principal leader de la rébellion était Marcellin Albert, un cafetier du village d'Argeliers qui était bon orateur. Quelques jours après une violente émeute à Narbonne, Albert prend l'initiative de «monter» à Paris pour plaider la cause des vignerons auprès de Georges Clemenceau, alors ministre de l'Intérieur.

Clemenceau – qui en 1919, comme premier ministre, allait s'avérer un négociateur redoutable lors des discussions internationales précédant le traité de Versailles – ne fait qu'une bouchée du pauvre Marcellin Albert. Il le convainc de calmer ses camarades et lui donne cent francs pour payer son billet de retour. Albert revient au pays totalement discrédité.

La rébellion porte quand même ses fruits. Le gouvernement adopte une loi pour prévenir «le mouillage des vins et les abus du sucrage» et impose une surtaxe sur le sucre, tout en amnistiant les auteurs des délits qui s'étaient produits durant la révolte.



La colère vigneronne allait périodiquement resurgir à chaque nouvelle crise économique. Dans les années 60, des «commandos» plastiquent les symboles du pouvoir central (postes, SNCF, hôtels des impôts, etc.). «S'il le faut, le Languedoc redeviendra cathare!», s'écrie l'un des chefs du mouvement. En 1976, un policier et un vigneron sont tués lors d'une émeute à Montredon. En 1981, au port de Sète, on arraisonne et l'on vide le pinardier qui transporte du vin italien. Encore cet été, des commandos masqués montaient des actions de protestation.

Les vignerons du Languedoc-Roussillon ont le sang qui bout face à la mondialisation et aux politiques du marché européen. Et ils sont férocelement protectionnistes. Gare au supermarché qui oserait promouvoir les vins d'autres régions françaises!

La colère vient surtout des petits viticulteurs dépendant des caves coopératives. Ceux-là ont perdu à la fois leur marché (le «gros rouge» se vend mal) et leur savoir-faire traditionnel, puisqu'ils se contentent de cultiver leurs vignes, les coopératives se chargeant ensuite de la vinification et de la commercialisation. Ils sont devenus, autrement dit, des producteurs de raisins...

Les «coops», nées dans le sillage de la révolte de 1907, ont sauvé bien des petits viticulteurs de la misère. On en compte encore plus de 300 dans le Languedoc-Roussillon. Mais elles sont mal outillées pour faire face à la concurrence internationale et pour prendre le virage «qualité».

Que fera-t-on, à moyen terme, de ces grandes caves coopératives – de belles bâtisses de pierre et de brique flanquées d'immenses cuves de métal – qui dominent les villages comme autant de cathédrales du vin?

SAMEDI: S'ARRACHER LE COEUR



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

RIEN D'EXCEPTIONNEL

Ce qui est survenu samedi soir dernier à l'aéroport Trudeau (une attente de plus de deux heures avant de passer aux douanes), est-il inhabituel, comme le prétend l'Agence des services frontaliers? Pas du tout, si on en croit de nombreux lecteurs qui ont réagi hier à la lettre de M. André Duval, qui dénonçait cette inadmissible situation dans nos pages.

Une société distincte...

DIANE CHARBONNEAU

Nous avons vécu exactement la même situation à notre retour du Vietnam, le samedi 3 mars dernier, en milieu d'après-midi. Nous avons attendu pendant plus de deux heures avant de passer aux douanes.

Pendant tout ce temps, il n'y avait que deux officiers en fonction, avec des milliers de personnes qui attendaient devant eux et au deuxième palier. Ce n'est que deux heures plus tard, lorsque des collègues sont finalement arrivés pour leur prêter main-forte (où étaient-ils donc pendant tout ce temps?) que la file d'attente s'est mise à avancer.

Des milliers de passagers venant d'un peu partout dans le monde, fatigués de leurs longues heures de vol, comme nous, subissaient la situation avec une mine déconfite... Quel accueil pour les touristes dont c'est la première impression!

Plus récemment, rentrant de Vancouver le vendredi 20 juillet en fin d'après-midi, c'est pour récupérer nos bagages qu'il a fallu attendre. Tout d'abord, notre numéro de vol n'était même pas indiqué sur les panneaux lumineux, puis il a fallu 20 minutes avant que daignent apparaître... deux seules valises, qui ont défilé sous nos yeux pendant au moins 10 minutes avant que les autres suivent, une à une... Bienvenue dans le tiers-monde!

Dire qu'à Vancouver, aussitôt les passagers descendus de l'appareil (nul besoin d'arpenter des couloirs pendant 15 minutes...), les bagages commencent déjà à circuler sur le carrousel.

Vraiment, on fait dur! Est-ce ça, la société distincte?

Pire que dans le tiers-monde

SYLVAIN DULUDE
L'auteur demeure à Saint-Hilaire.

Comme vous le savez déjà, les délais d'attente pour les passagers entrant au Canada par l'aéroport de Montréal sont excessifs et indignes d'un pays développé comme le nôtre.

Je pourrais me plaindre de plusieurs délais excessifs qui m'ont causé préjudice lors de mes retours au Canada. Le dernier en liste est celui de jeudi dernier, le 23 août, en début de soirée avec un délai d'attente de 1h30 pour passer les douanes canadiennes. Ce qui est toujours très choquant pour les voyageurs, c'est de voir la moitié des postes de douaniers inoccupés. L'effet que cela a sur les touristes qui entrent au Canada pour la première fois est dévastateur.

Comme je voyage fréquemment pour mon travail, j'ai le privilège d'avoir visité une trentaine de pays et je peux vous confirmer que les délais d'attente considérés comme normaux aux douanes de Trudeau (1 à 2 heures) sont parmi les plus longs au monde et dépassent largement ceux que l'on doit subir dans des pays dits émergents. En fait, à ce chapitre, c'est le Canada qui fait figure de pays du tiers-monde...

Complètement écoeuré, je me suis finalement résolu à payer 80\$ et j'ai envoyé ma demande de participation NEXUS pour tenter d'obtenir le très grand privilège de passer les douanes canadiennes dans un délai raisonnable.

En tant que citoyen, je vous demande d'améliorer le processus pour tous les voyageurs qui entrent au Canada. Les délais d'attente excessifs sont une honte et ont un impact négatif sur le tourisme dans notre pays.

Une situation récurrente

GILLES LACHANCE
L'auteur est un Montréalais.

Je faisais moi aussi partie de ces centaines de voyageurs retenus bêtement aux douanes de Dorval pendant près de deux heures samedi soir. Après 6 heures de vol et une attente de 3 heures à l'aéroport du départ, je me suis effectivement tapé 1h40 d'attente à Dorval, en compagnie de mes jeunes enfants de 2 et 4 ans. Ceux-ci, comme tous les autres enfants, étaient fatigués, exténués, tannés.

En attente de leur chandail chaud ou d'un petit pipi libérateur, ils vivaient leurs premiers contacts réels et cruels avec l'inefficacité bureaucratique... Des cris et des pleurs surgissaient de partout, les lignes de voyageurs regorgeant de personnes impatientes et fatiguées. Et c'est sans compter l'impatience qui grondait du côté de la sortie de l'aéroport, là où les attendaient plusieurs dizaines de personnes qui commençaient à s'inquiéter de ne pas voir leurs proches arriver...

J'étais consterné. En tant que voyageur, je me sentais aussi condamné au silence puisque l'idée d'exprimer notre mécontentement aux douaniers, si elle nous traverse l'esprit, nous fait craindre des représailles (fouilles plus approfondies qui allongeraient encore l'attente). Je me sentais comme un boxeur à qui on a attaché les mains dans le dos et qui se fait tapocher...

Quand un service public semblable cause autant d'ennui et de préjudice à des milliers de personnes, les dirigeants devraient se mettre à table, en public, et expliquer les raisons de ce mauvais service, en plus des solutions concrètes qu'ils entendent adopter pour régler la solution. Car à Dorval c'est une situation récurrente, croyez-moi.

Vivement Plattsburgh!

Je contribue à réduire l'attente à Dorval puisque nous évitons autant que possible d'utiliser cet aéroport. Coûts d'utilisation élevés, listes d'attente, accès routier déficient sont quelques-unes des raisons qui nous ont poussé à envisager et adopter des solutions de rechange, surtout pour nos déplacements aux États-Unis. Récemment, nous avons utilisé l'aéroport International d'Albany à maintes reprises et je peux affirmer sans hésiter que le trajet en auto de trois heures en vaut la peine. Service hors pair, très peu d'attente et surtout, tarifs imbattables nous attendent à l'arrivée. Avec l'expansion récente de l'aéroport de Plattsburgh, il y aura encore plus de choix pour les voyageurs québécois.

Yves Grondin
Longueuil

Procurez-vous une CanPass

La solution est pourtant simple, mais juste pas gratuite: procurez-vous une CanPass. Pour 50\$ par année, vous

aurez la possibilité de doubler toute la file en marchant d'un pas détendu, vous regarderez une machine de la taille d'un guichet automatique (le temps qu'elle vous identifie grâce à votre iris) et, deux questions et 30 secondes plus tard, vous marcherez tout aussi détendu vers la sortie. Je l'ai fait pendant un an et même si je n'ai voyagé qu'environ quatre ou cinq fois, le retour à PET a toujours été un plaisir grâce à ce système.

E. Racine

Il existe une solution

Ces interminables attentes ne sont malheureusement pas rares. Pourquoi n'existe-t-il pas des couloirs pour passagers ayant un passeport canadien versus les passagers détenant d'autres passeports, comme c'est le cas dans les autres pays? N'avons-nous pas droit à quelques considérations en tant que citoyens retournant à la maison?

Christian Casanova
Montréal

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

